



Assemblée générale

PROVISOIRE

A/43/PV.38

1er novembre 1988

FRANCAIS

Quarante-troisième session

ASSEMBLEE GENERALE

COMPTE RENDU STENOGRAPHIQUE PROVISOIRE DE LA 38e SEANCE

**Tenue au Siège, à New York,
le jeudi 27 octobre 1988, à 10 heures**

Président :

**M. MOUSHOUTAS
(Vice-Président)**

(Chypre)

Rapport du Conseil économique et social [12] (suite)

- a) Célébration du quarantième anniversaire de l'Organisation mondiale de la santé**
- b) Rapport de la Deuxième Commission (Partie II)**

Rapport de l'Agence internationale de l'énergie atomique [14]

Le présent compte rendu contient le texte des discours prononcés en français et l'interprétation des autres discours. Le texte définitif sera publié dans les Documents officiels de l'Assemblée générale.

Les rectifications ne doivent porter que sur les textes originaux des interventions. Elles doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être présentées, dans un délai d'une semaine, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, Département des services de conférence, bureau DC2-0750, 2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

En l'absence du Président, M. Moushoutas (Chypre), Vice-Président, assume la présidence.

La séance est ouverte à 10 h 30.

POINT 12 DE L'ORDRE DU JOUR (suite)

RAPPORT DU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

- a) CELEBRATION DU QUARANTIEME ANNIVERSAIRE DE L'ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTE
- b) RAPPORT DE LA DEUXIEME COMMISSION (PARTIE II) (A/43/750/Add.1)

Le **PRESIDENT** (interprétation de l'anglais) : Conformément à la décision prise à sa 3e séance plénière, l'Assemblée consacrera ce matin cette séance à la célébration du quarantième anniversaire de l'Organisation mondiale de la santé, au titre du point 12 de l'ordre du jour. L'Assemblée examinera également le point 12, Partie II, du rapport de la Deuxième Commission (document A/43/750/Add.1), concernant l'action préventive et la lutte contre le Syndrome immuno-déficitaire acquis (Sida).

Quarante ans dans la vie d'une organisation, c'est une étape importante. Lorsque l'organisation en question se trouve être l'une des institutions spécialisées les plus importantes des Nations Unies dans le domaine de la santé, ces 40 ans représentent un certain nombre de réalisations, de progrès et d'avantages pour la société humaine.

Les origines de l'Organisation mondiale de la Santé remontent à l'année 1851, lorsque la première Conférence internationale de la santé s'est tenue à Paris. Plus tard, en 1902, le Bureau international de la santé a été créé. La coopération internationale en matière de santé s'est encore renforcée lorsque l'Organisation de la santé de la Ligue des Nations a été créée, en 1923; elle a duré jusqu'en 1948, date à laquelle l'Organisation mondiale de la santé a vu le jour. Au cours des 40 dernières années, l'OMS a pris la direction de la coopération internationale en matière de santé, travaillant avec des organismes frères du système des Nations Unies tels que le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (FISE), le Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population (FNUAP), le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), L'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) et d'autres. C'est elle qui a lancé un mouvement en vue d'améliorer la santé dans le monde entier, populairement connu sous le nom de Santé pour tous d'ici l'an 2000.

Le Président

En 1948, le bilan de santé du monde n'était pas très brillant. Les maladies contagieuses et autres exigeaient un lourd tribut en vies humaines; la peste, le paludisme, la tuberculose, la variole et d'autres maladies étaient responsables de millions de morts et d'invalidités. La malnutrition était très répandue. Les pays en développement connaissaient un taux de mortalité infantile inacceptable. La durée moyenne de la vie après la naissance était courte. C'est dans ce climat difficile que l'Organisation mondiale de la santé a entrepris ses travaux. Elle a mis ses compétences scientifiques et techniques au service de ces problèmes considérables, encourageant la coopération internationale, mobilisant les ressources humaines et autres et, lentement mais sûrement, est parvenue à améliorer la santé mondiale.

L'OMS a de nombreuses réalisations à son actif. L'une des plus importantes est la conquête de la variole et son élimination totale de la planète. Nous savons tous quelle terrible maladie c'était; elle affectait littéralement des millions de personnes : des millions succombaient chaque année et de nombreuses autres étaient défigurées pour la vie. En coopération avec ses Etats membres, l'OMS a lancé en 1967 sa campagne contre la variole, qui, en 10 ans seulement, a remporté un triomphe total, l'éradication définitive de la maladie. Le monde sait à quel point cet effort a été payant. Je crois savoir que l'ensemble total des actions menées par l'OMS pour éliminer la variole a coûté quelque 330 millions de dollars des Etats-Unis, soit seulement un coût moyen d'environ 25 millions de dollars par an. Cependant, les économies que cela a représenté pour les pays du monde ont été de plus d'un milliard de dollars des Etats-Unis chaque année, en termes financiers seulement. Les coûts en souffrances et en misère humaine sont bien sûr incalculables.

Tout aussi importante, quoique moins spectaculaire, a été l'initiative prise par l'OMS pour mettre au point le concept et la diffusion de l'approche des soins de santé primaires : fournir aux gens, là où ils vivent et travaillent, des soins sanitaires qui soient à leur portée. Cette idée, qui est valable à la fois pour les pays développés et les pays en développement, est quasiment révolutionnaire dans le domaine de la santé, puisqu'elle souligne la responsabilité qu'ont les individus et la collectivité de faire un plus grand usage des soins sanitaires et de l'aide de personnel qualifié dans toutes les catégories, d'utiliser des médicaments essentiels, d'adopter une bonne nutrition et des modes de vie plus

Le Président

appropriés, en bref, de mettre l'accent sur les aspects préventifs et de promotion de la santé plutôt que sur une approche curative.

De nombreux autres programmes importants ont été mis en place dans d'autres domaines également. Il est encourageant de constater par exemple que 50 % des enfants du monde ont été immunisés et que l'objectif de l'immunisation universelle pour tous sera vraisemblablement atteint en 1990. L'OMS et le FISE, qui travaillent de pair avec les Etats Membres, méritent nos félicitations à cet égard.

Au nom de tous les Membres ici présents, permettez-moi de féliciter chaleureusement l'OMS, par l'intermédiaire du docteur Nakajima, pour son excellent travail, et de lui demander de transmettre à l'Assemblée mondiale de la santé notre espoir qu'elle continuera d'épouser la cause de la santé avec vigueur et de faire face avec détermination, non seulement aux défis actuels mais aux défis futurs qui sont lancés à l'humanité dans le domaine de la santé et des maladies.

Le Président

L'un de ces défis apparus ces dernières années est celui du Sida. Vous vous souviendrez que cette question a été débattue l'an dernier à l'Assemblée générale lorsque celle-ci a adopté la résolution 42/4 et invité le Directeur général de l'Organisation mondiale de la santé à présenter un rapport sur les résultats du programme. Cette terrible maladie continue de se répandre, ce qui suscite les plus vives inquiétudes dans la mesure où, actuellement, il n'existe aucun vaccin ni aucun médicament efficace pour la prévenir ou la guérir. En une année seulement, la coopération internationale a été mobilisée, sous la direction de l'Organisation mondiale de la santé, et nous aurons bientôt l'occasion d'en apprendre plus sur la situation actuelle de cette épidémie, de manière informelle, par le Directeur général de l'Organisation mondiale de la santé.

Je donne la parole au Secrétaire général.

Le SECRETAIRE GENERAL : (interprétation de l'anglais) : Depuis sa création, il y a 40 ans, l'Organisation mondiale de la santé a contribué de façon considérable au bien-être de l'homme. La longue liste de ses réalisations comprend la promotion de réglementations sanitaires - qui maintenant constituent un code universel de la santé - l'éradication de la variole de la face de la terre et la mise au point d'un large programme de vaccination contre les principales maladies mortelles et permet ainsi d'épargner chaque année un million de vies humaines. Je voudrais féliciter l'Organisation mondiale de la santé par l'intermédiaire de son directeur général, le docteur Hiroshi Nakajima, qui est parmi nous aujourd'hui. Je lui souhaite plein succès dans ses nouvelles responsabilités.

Le bilan impressionnant de l'Organisation mondiale de la santé nous donne des raisons d'espérer que nous finirons par trouver un moyen efficace de venir à bout de cette maladie mortelle qu'est le Sida. Il s'agit d'une maladie qui a des conséquences économiques, sociales, juridiques et humanitaires de plus en plus graves, sans compter ses aspects relatifs à la santé beaucoup plus manifestes.

L'année dernière, l'Assemblée générale a décidé que l'Organisation mondiale de la santé doit continuer de diriger et de coordonner la lutte mondiale urgente contre le Sida et m'a prié d'assurer une action coordonnée du système des Nations Unies. J'ai donc pris les mesures nécessaires visant à entreprendre une action coordonnée dans laquelle les nombreuses activités en cours et à venir des différents départements et institutions peuvent être liées à la stratégie mondiale contre le Sida. Les organisations du système des Nations Unies sont également en

Le Secrétaire général

train d'élaborer de nouveaux plans d'action pour appuyer la stratégie mondiale dans le cadre du Comité administratif de coordination (CAC).

Mais à chaque minute qui passe, une nouvelle personne est infectée. Nous devons donc intensifier nos efforts pour trouver un moyen de nous attaquer à cette terrible maladie, pour la contenir puis la vaincre.

Il y a quatre domaines où, je crois, l'Organisation des Nations Unies elle-même a un rôle particulièrement important à jouer pour diriger l'action contre la pandémie du Sida au niveau mondial.

Tout d'abord, notre responsabilité est de parler pour ceux qui, autrement, ne peuvent être entendus : les pauvres, les faibles, les vulnérables, qu'il s'agisse de nations ou d'individus. Cela est particulièrement vrai en ce qui concerne les efforts considérables réalisés dans la recherche et le développement en ce qui concerne les aspects de santé publique du Sida. Le deuxième domaine de responsabilité des Nations Unies, au-delà du caractère tragique immédiat de la situation, est d'aider les pays à évaluer les conséquences probables du Sida quant à leurs effets sur les sociétés dans leur ensemble et d'utiliser nos outils d'analyse et de conception pour élaborer d'autres scénarios et d'autres politiques appropriées. Le troisième domaine de responsabilité comprend la nécessité de préserver les droits de l'homme des victimes du Sida. Le quatrième domaine concerne les soins et la prévention du Sida, qui dépendent des progrès réalisés en matière de développement, pour tous les pays et toutes les communautés, et c'est là une action fondamentale du système des Nations Unies.

Nous savons que la santé n'est pas seulement une question médicale. Elle touche à tous les secteurs de la société. Le Sida nous a clairement montré que les menaces à la santé mondiale sont autant de menaces pour les sociétés et les cultures. Mais le Sida nous a montré plus que cela. Il nous a montré un visage de l'humanité qui est rarement révélé. Dans les pays et les communautés du monde entier - malgré les bas instincts liés à la peur et à l'ignorance et souvent contre eux - les peuples se sont unis, et ont fait preuve d'un esprit très créatif pour réagir contre cette crise. Les chercheurs médicaux ont coopéré à un degré sans précédent. Des organisations gouvernementales et non gouvernementales ont déployé des efforts considérables pour éduquer le public. Des individus, venant de tout niveau social, ont mis sur pied des organisations autonomes, des services et ont lancé des campagnes. Ils ont éduqué, ils ont dispensé des soins et ils ont offert

Le Secrétaire général

de reconforter les autres. Souvent ils sont eux-mêmes infectés du Sida ou du HIV. Souvent, ils appartiennent eux-mêmes à des groupes à haut risque. Mais, il y a aussi des personnes qui sont mues simplement par un instinct moral et le sentiment de faire partie d'un ensemble communautaire. Ceux qui se trouvent au premier rang dans cette lutte mondiale méritent notre plus grand respect, tout notre appui et toute notre solidarité.

En ce jour où nous célébrons le quarantième anniversaire de l'Organisation mondiale de la santé, il nous faut réaffirmer notre détermination de résoudre la pandémie du Sida.

Nous avons la responsabilité de répondre à l'appel collectif lancé à la communauté internationale pour qu'elle réagisse et nous devons nous joindre à la lutte mondiale contre cette nouvelle menace qui se pose à notre santé et à la santé de toutes nos sociétés.

Le **PRESIDENT** : (interprétation de l'anglais) : Comme les Membres le savent, le docteur Hiroshi Nakajima, nouveau Directeur de l'Organisation mondiale de la santé, a accepté avec beaucoup de générosité d'informer l'Assemblée de la situation actuelle en matière de Sida. Je vais donc suspendre la séance pour que cette séance d'information puisse avoir lieu.

J'invite maintenant le docteur Nakajima à venir à la tribune pour informer les délégations sur le Sida.

La séance, suspendue à 10 h 50, est reprise à 11 h 15.

Le **PRESIDENT** (interprétation de l'anglais) : Je donne la parole au Rapporteur de la Deuxième Commission, M. Walter, de la Tchécoslovaquie, pour qu'il présente la partie II du rapport de cette commission (A/43/750/Add.1).

M. WALTER (Tchécoslovaquie), Rapporteur de la Deuxième Commission (interprétation de l'espagnol) : J'ai l'honneur de présenter à l'Assemblée le rapport de la Deuxième Commission (Partie II) (A/750/Add.1) sur le point 12 de l'ordre du jour, intitulé "Action préventive et lutte contre le Syndrome immuno-déficitaire acquis (Sida)".

Le rapport ne porte que sur l'examen du projet de résolution intitulé "Action préventive et lutte contre le Syndrome immuno-déficitaire acquis (Sida)". Dès la fin de l'examen du point 2 dans son ensemble, d'autres parties du rapport de la Deuxième Commission seront diffusées dans les documents A/43/750 et Add.1.

Le paragraphe 1 du rapport est un paragraphe d'introduction. Les paragraphes 2 à 5 décrivent l'examen du projet de résolution A/C.2/43/L.10, intitulé "Action préventive et lutte contre le Syndrome immuno-déficitaire acquis (Sida)", présenté par la délégation du Royaume-Uni au nom d'un groupe de pays. A la suite de consultations officieuses sur le texte du projet de résolution, le Vice-Président de la Deuxième Commission, M. Fernandez, a présenté un nouveau projet de résolution A/C.2/43/L.12, qui porte le même titre. Lors de sa vingtième réunion, la Deuxième Commission a adopté sans vote le projet de résolution A/C.2/43/L.12 avec l'amendement verbal du Vice-Président.

Au paragraphe 6 du rapport, la Deuxième Commission recommande à l'Assemblée générale l'adoption du projet de résolution intitulé "Action préventive et lutte contre le Syndrome immuno-déficitaire acquis (Sida)", dont le texte figure audit paragraphe du rapport.

M. CLARKE (Royaume-Uni) (interprétation de l'anglais) : C'est un honneur pour moi que de m'adresser à l'Assemblée générale au cours de cet important débat à l'occasion du quarantième anniversaire de l'Organisation mondiale de la santé. Nous espérons qu'à la fin du débat l'Assemblée sera en mesure d'adopter un projet de résolution sur l'action préventive et la lutte contre le Syndrome immuno-déficitaire acquis, qui a été présenté par le Royaume-Uni et d'autres pays.

M. Clarke (Royaume-Uni)

Mon pays est fier de sa longue association avec l'Organisation mondiale de la santé et d'avoir été, en effet, l'un des deux premiers membres à ratifier la Constitution qui a créé l'OMS. Cela a été un privilège pour nous de l'aider dans son évolution au cours des 40 dernières années et nous sommes fiers qu'un grand nombre de nos sommités médicales aient été en mesure de contribuer à ses travaux. Il serait injuste à cette occasion de nommer spécialement telle ou telle personne. Néanmoins, je voudrais rendre hommage aux directeurs généraux précédents pour l'énorme contribution qu'ils ont apportée aux travaux de l'OMS et souhaiter plein succès au docteur Nakajima, que nous assurons de notre appui continu au moment où il reprend cette charge exaltante.

M. Clarke (Royaume-Uni)

Il est inhabituel pour les Nations Unies d'examiner des questions médicales et, en examinant la question du Sida pour la seconde année consécutive, l'Assemblée montre combien cette question est sérieuse.

L'année dernière, mon prédécesseur, M. John Moore, a parlé de l'attitude du Royaume-Uni devant la menace posée par le Sida et a demandé que soient accrus la coopération et le dialogue international. Je suis aujourd'hui heureux de montrer par ma présence la détermination de mon gouvernement d'encourager cet effort international.

Beaucoup d'événements ont eu lieu au cours de l'année écoulée et les présentes discussions sont l'occasion de faire le bilan non seulement de la propagation de la pandémie, mais également des progrès qui ont été réalisés dans la lutte internationale contre le Sida. Comme nous le savons tous, la situation reste très inquiétante. Le Sida continue de se répandre et l'Organisation mondiale de la santé estime qu'il y a maintenant entre cinq et dix millions de personnes dans le monde contaminées par le virus HIV et 300 000 personnes atteintes du Sida.

En outre, il n'y a aucun signe permettant d'espérer dans un proche avenir la découverte d'un remède ou d'un vaccin. Des essais pour trouver un vaccin sont en cours, mais de nombreux chercheurs dans le monde entier estiment que les problèmes scientifiques sont encore plus complexes qu'ils ne l'avaient pensé au début. Donc, notre meilleur espoir, du moins à court terme, reste la mise au point de médicaments qui peuvent limiter la progression de l'infection. C'est pourquoi, au Royaume-Uni, nous sommes plus que jamais convaincus de l'importance vitale de l'information et de l'éducation. Ce sont sûrement les deux meilleures armes dont nous disposons à l'heure actuelle pour lutter contre cette pandémie.

Mais la coopération internationale est tout aussi importante pour ralentir la propagation du Sida. Le Royaume-Uni est particulièrement fier d'avoir pu s'associer à l'Organisation mondiale de la santé pour parrainer le Sommet mondial des ministres de la santé consacré aux programmes de prévention du Sida. Le Sommet a eu lieu à Londres au début de l'année et nous avons été heureux de pouvoir réunir tant de représentants éminents. Cent quarante-huit pays y ont participé, dont plus des trois quarts étaient représentés par leurs ministres respectifs. Le Sommet a établi un consensus politique vital sur l'urgence de mesures nationales et internationales. Ce consensus s'est exprimé concrètement par l'adoption de la "Déclaration de Londres" sur la prévention du Sida.

M. Clarke (Royaume-Uni)

Cette importante Déclaration, qui est d'ailleurs évoquée dans la résolution dont l'Assemblée est saisie, présente un large cadre d'action future dans lequel l'éducation et l'information publique occupent une place prioritaire. La Déclaration souligne également un message général important. Elle affirme que la stigmatisation des personnes porteuses du virus HIV ou atteintes du Sida, et la discrimination à leur égard, non seulement doivent être condamnées du point de vue moral et social, mais sont également nuisibles du point de vue de la santé publique, car cela pousse les malades à cacher leur maladie et sape les efforts visant à contenir la propagation de l'infection.

Le Gouvernement du Royaume-Uni est convaincu de la nécessité d'encourager un dialogue ouvert et l'échange d'informations sur le Sida, et il saisit toutes les occasions de diffuser ce message. Outre le Sommet mondial que nous avons organisé, nous avons également parrainé des résolutions relatives au Sida lors des deux dernières Assemblées mondiales de la santé et à la réunion de cette année du Conseil économique et social, ainsi qu'à la présente Assemblée générale. Ces diverses résolutions, pensons-nous, ont contribué à assurer que la question du Sida reste au premier rang des préoccupations de la communauté internationale. Le Royaume-Uni a également joué un rôle actif dans la discussion du problème en d'autres instances internationales telles que la Communauté européenne, le Conseil de l'Europe et le Commonwealth.

A bien des égards, je dirais qu'il y a aujourd'hui plus de raisons d'espérer que de désespérer. Nous sommes beaucoup plus conscients que l'année dernière de l'ampleur du problème du Sida. De ce fait, la réaction mondiale s'est renforcée, car la communauté internationale a accru la portée et le rythme de ses activités. Il n'est pas exagéré de dire que, pendant l'année écoulée, on a pu constater une amélioration sans précédent de la coopération internationale en vue de régler ce grave problème médical, ainsi que l'établissement d'un consensus mondial probablement unique sur les principes qui doivent régir les activités nationales et internationales.

En ce qui concerne cette question, l'Organisation mondiale de la santé a joué un rôle clef. Son programme mondial de lutte contre le Sida a accompli des réalisations notables en peu de temps. Avec l'aide de 150 pays, l'Organisation mondiale de la santé a mis au point une Stratégie mondiale d'action préventive et de lutte contre le Sida et aide ces pays à mettre au point et à renforcer leurs

M. Clarke (Royaume-Uni)

programmes nationaux respectifs. Le Programme mondial bénéficie du plein appui du Gouvernement du Royaume-Uni, et, cette année, nous lui consacrons près de huit millions de dollars américains dans le cadre de notre programme d'assistance extérieure.

J'aborderai maintenant les événements à venir dans ce domaine. Une autre occasion importante de promouvoir le message de prévention contre le Sida sera la célébration, le 1er décembre 1988, de la Journée mondiale du Sida, parrainée par l'OMS. Le Royaume-Uni célébrera cette journée en parrainant toute une série d'événements nationaux et locaux. J'ai été vivement encouragé par l'excellente réaction des autorités médicales et des organisations bénévoles à cet événement. J'espère que la Journée mondiale du Sida sera un succès non seulement dans mon propre pays mais également dans le monde entier.

C'est une journée particulièrement importante car elle souligne une fois de plus le caractère essentiel de l'éducation, de l'information et de la communication publique. Ce sont ces trois méthodes qui ont contribué jusqu'à présent à limiter la propagation de cette maladie. Elles représentent le meilleur espoir pour l'avenir.

Il est regrettable que l'adoption de principes louables aux réunions internationales ne soit pas toujours suivie par des mesures nationales concrètes. Par exemple, je sais que de nombreux pays ont demandé la création de nouvelles sanctions pénales relativement à la transmission du virus et l'imposition de peines contre les personnes contaminées. Ces mesures risquent d'être très néfastes à long terme, car elles inciteront les personnes atteintes du Sida à se cacher plutôt qu'à demander des conseils ou de l'aide.

Voilà pourquoi le Royaume-Uni favorise la coopération plutôt que la coercition. Nous avons mis sur pied un programme dans le cadre duquel toute personne peut demander conseil et, si elle le souhaite, peut subir un test gratuit et confidentiel pour déterminer si elle est porteuse du virus HIV. Ces tests sont faits sur une base tout à fait volontaire, car c'est le seul moyen d'empêcher que soient rejetés ceux-là même que nous voulons informer, en particulier ceux qui, de par leur mode de vie, risquent le plus de contracter le virus.

Convaincus de l'importance des consultations, nous avons également présenté des projets de loi qui, une fois adoptés par le Parlement, limiteraient la vente de kits de dépistage destinés aux personnes qui veulent se tester elles-mêmes.

M. Clarke (Royaume-Uni)

Nous estimons qu'il est nécessaire de consulter un spécialiste avant de procéder au test afin qu'il explique certains faits essentiels : ce que le test va déterminer, la signification du résultat, comment modifier son mode de vie et quelles sont les graves conséquences médicales et sociales d'un résultat positif.

Les données médicales indiquent aujourd'hui que l'infection par le virus HIV entraînera probablement, dans la majorité des cas, le Sida puis la mort. Un test positif peut avoir des effets psychologiques très sérieux sur l'intéressé et engendrer une discrimination sociale et économique. Par conséquent, il est recommandé, si cela est possible, que chacun puisse être conseillé avant de subir le test afin de pouvoir prendre en connaissance de cause la décision de faire ce test et soit à même de recevoir l'aide nécessaire en cas de résultat positif.

Dans un avenir plus lointain, il y a diverses choses que nous souhaiterions. Certaines sont mentionnées dans le projet de résolution dont l'Assemblée est aujourd'hui saisie. D'abord, je souhaite que nous continuions d'appuyer les efforts de l'OMS dans sa lutte contre le Sida. J'aimerais également que tous les pays lancent des campagnes d'éducation soutenues qui tiennent compte des cultures et des situations respectives. J'ai souligné que l'éducation du public est la meilleure défense contre la propagation du virus HIV et du Sida. C'est pourquoi le Gouvernement du Royaume-Uni s'est engagé dans un effort à long terme pour donner à la population, notamment aux groupes à haut risque, l'information requise et pour l'encourager à agir. La prochaine phase de notre campagne nationale sera lancée dans un mois.

M. Clarke (Royaume-Uni)

Nous savons également la grande importance des activités d'éducation et de prévention au niveau local, notamment pour les groupes qui sont difficiles à atteindre par le biais des médias. Nous avons donc l'intention de compléter la campagne nationale par des programmes locaux visant à encourager les gens à modifier leur comportement sexuel et autres, et à les aider à assumer ces changements.

Des signes de ralentissement du taux de propagation des cas de Sida au Royaume-Uni et dans plusieurs autres pays se sont manifestés récemment. Mais, j'en ai bien peur, ce n'est pas le cas des hétérosexuels et de ceux qui s'injectent des drogues. En fait, dans beaucoup de pays, les toxicomanes qui s'échangent des aiguilles infectées sont considérés comme étant un groupe d'une importance croissante dans la transmission de l'infection.

J'aimerais donc qu'il y ait beaucoup plus de mesures, à la fois financières et sociales, pour lutter contre l'abus des drogues dans le monde. Au Royaume-Uni, en dehors de la publicité mettant en garde contre les dangers de l'abus des drogues, nous avons créé des programmes qui permettent à ces toxicomanes de recevoir des conseils et d'échanger leurs aiguilles et seringues usagées contre des instruments propres. Les premières analyses indiquent que lorsque les aiguilles et les seringues font défaut, de tels programmes peuvent encourager les toxicomanes à demander de l'aide. Nous avons annoncé un programme complémentaire de 5 250 000 dollars pour renforcer ce programme de conseil, de traitement et de soins visant à empêcher la propagation de l'infection par le virus VIH et l'abus des drogues. Le mois prochain, nous allons faire plus de publicité pour renforcer les avertissements déjà lancés sur les dangers que comporte l'injection de drogues.

Enfin, j'aimerais qu'il y ait une plus grande coopération internationale dans la recherche tant biomédicale qu'en sciences sociales, domaines où le Royaume-Uni a déjà lancé quelques programmes. Au Royaume-Uni, nous avons lancé un programme de recherche à grande échelle sur les aspects médicaux et scientifiques du Sida et du virus HIV, qui est coordonné par notre Conseil de recherche médicale. Un certain nombre de programmes importants de recherche sociologique et de comportement ont également été lancés. Ils comprennent l'évaluation des programmes d'échange des aiguilles, dont je viens de faire état, des recherches sur les comportements et les habitudes sexuels, le coût des différents types de soins donnés aux malades du Sida et l'évaluation continue de notre campagne d'éducation publique. Notre Conseil de

M. Clarke (Royaume-Uni)

recherche économique et sociale a réservé 2,6 millions de dollars pour les trois années à venir à la recherche dans ces domaines. Nous serions heureux de partager avec d'autres pays l'expérience que nous avons acquise dans le cadre de ces programmes de recherche.

J'ai essayé aujourd'hui d'envisager le Sida sous l'angle international. Mais lorsque nous parlons du nombre de cas de Sida dans le monde et même des problèmes que nous connaissons dans nos propres pays, il est très facile de perdre de vue le fait que nous parlons de gens, de chair et de sang, qui essaient de résoudre des problèmes de santé très réels et très effrayants. Nos efforts sont dirigés vers des êtres humains ayant des familles et des amis dont les vies viennent d'être bouleversées par une maladie dévastatrice. J'espère donc, avant tout, que nous ne l'oublierons pas lorsque nous retournerons dans nos pays et j'espère que cela occupera une place prioritaire dans nos esprits lorsque nous envisagerons les mesures à prendre pour continuer à lutter contre le Sida.

En conclusion, j'aimerais dire combien ma délégation est reconnaissante de la coopération qu'elle a reçue des autres délégations de tous les groupes régionaux pour l'élaboration du projet de résolution qui nous est présenté aujourd'hui. Le large degré de consensus auquel nous sommes parvenus est pour nous une source d'encouragement. La lutte contre le Sida est une lutte dans laquelle les Nations Unies doivent pleinement jouer leur rôle. Le projet de résolution qui nous est présenté donne un nouvel élan aux travaux du système des Nations Unies et représente une déclaration politique importante de la part des Etats Membres. Nous comptons que l'Assemblée l'adoptera.

M. ZEPOS (Grèce) (interprétation de l'anglais) : Au nom des Etats membres de la Communauté européenne, je salue l'occasion qui m'est donnée d'évoquer la célébration du quarantième anniversaire de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et, en particulier, de souligner notre inquiétude devant la propagation de la pandémie du Sida.

Permettez-moi d'exprimer notre profonde satisfaction au docteur H. Mahler, Directeur général de l'OMS jusqu'en juillet dernier, pour ses efforts constants et inlassables en vue de promouvoir et de réaliser les objectifs de notre organisation. Nous tenons également à féliciter le nouveau Directeur général, le docteur Nakajima, pour sa nomination et lui souhaiter plein succès dans les tâches difficiles et importantes qui l'attendent.

M. Zepos (Grèce)

Il y a 40 ans, dans un monde fatigué de la guerre et affligé de maladies, la toute nouvelle Organisation mondiale de la santé commençait de relever l'énorme défi que représentait la recherche de solutions aux nombreux problèmes de santé que connaissait l'humanité. Aujourd'hui, 40 ans plus tard, nous pouvons passer en revue avec une grande satisfaction les réalisations de la coopération internationale dans le domaine de la santé publique. Grâce au rôle directeur et de coordination assumé par l'OMS, nous avons pu faire un grand pas dans la lutte pour l'éradication de nombreuses maladies mortelles, telles que la variole.

Nous sommes convaincus que, dans les décennies à venir, l'OMS fera preuve de la même détermination et de la même efficacité dans la lutte pour la santé internationale et l'organisation d'une réaction efficace aux menaces qui pourraient se poser à la santé dans le monde.

La pandémie du Sida en est un exemple. En particulier aujourd'hui, en cette année 1988, qui a été désignée par l'OMS Année de la communication et de la coopération nationale et internationale sur le Sida, je voudrais rendre un hommage tout particulier à cette organisation pour sa réaction rapide et le rôle directeur qu'elle a assumé dans la coordination et la rationalisation des efforts de plus de 140 pays dans notre lutte commune pour contrôler et prévenir le Sida. Nous espérons que les nombreuses manifestations importantes qui seront organisées donneront à la journée du 1er décembre 1988, qui a été déclarée Journée internationale du Sida, toute son importance.

Il n'est pas nécessaire de répéter la gravité du problème du Sida, qui non seulement est une question scientifique et épidémiologique, mais fait également appel à toute une série de considérations, humanitaires, politiques, économiques, sociales, culturelles, éducatives et autres. Il est également véritablement important de noter que, bien que l'humanité ait réalisé des progrès spectaculaires dans de nombreux domaines scientifiques, elle ne dispose pas encore de toutes les connaissances nécessaires pour percer les mystères de l'organisme humain et trouver les antidotes à de nombreuses maladies qui, à ce jour, restent incurables. Bien sûr, nous ne saurions sous-estimer l'importance des travaux remarquables accomplis aujourd'hui par les médecins et les chercheurs. En très peu de temps, les scientifiques ont expliqué et compris la nature complexe de cette maladie encore inconnue il y a 10 ans. Et pourtant, il est évident qu'il faudra encore beaucoup de temps et d'efforts avant de pouvoir espérer contrôler le Sida par des techniques médicales.

M. Zepos (Grèce)

Problème global, le Sida exige un effort global, fondé sur une stratégie commune. La maladie ne fait pas de distinction entre ses victimes sur la base de leur culture, de leur richesse matérielle ou de leur origine. La pandémie du Sida ne connaît aucune frontière; elle ne fait pas de distinction entre les nationalités. Notre stratégie pour lutter contre la maladie doit donc comprendre des compétences de direction, de coordination, d'éducation, d'information et l'élaboration de directives au niveau mondial. Notre stratégie ne saurait réussir que si les programmes nationaux sont vigoureux et complets. La collaboration bilatérale et multilatérale devrait en outre être renforcée.

M. Zepos (Grèce)

Les Etats membres de la Communauté européenne appuient pleinement le rôle de direction et de coordination que joue l'OMS dans la lutte globale contre le Sida. A cet égard, nous tenons à préciser que nous souscrivons à la résolution 42/8 de l'Assemblée générale en date du 26 octobre 1987 relative à l'action préventive et à la lutte contre le Sida, au rapport du Directeur général de l'OMS sur la Stratégie mondiale ainsi qu'à la résolution 1988/55 du Conseil économique et social sur l'action préventive et la lutte contre le Sida et que nous nous en félicitons. Nous nous réjouissons également de l'alliance récemment conclue entre l'OMS et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) en vue de combattre le Sida, ainsi que de la contribution apportée par le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (FISE) et le Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population (FNUAP), en tant qu'expression pragmatique de la prise de conscience croissante de la nécessité de mettre en commun toutes les énergies du système des Nations Unies pour lutter contre la maladie. Nous nous félicitons également de la résolution 41/24 de l'Assemblée mondiale du 13 mai 1988 relative à la nécessité d'éviter toute discrimination à l'égard des personnes atteintes du virus du Sida et des malades du Sida. Nous tenons également à souligner que nous appuyons fermement les conclusions auxquelles sont parvenus les ministres de la santé à l'issue de leur sommet mondial tenu à Londres cette année. Au cours de cette réunion au sommet, on a fait remarquer que des programmes d'information et d'éducation, tenant dûment compte des schémas sociaux et culturels, devraient s'adresser au public en général. La nécessité de disposer des ressources humaines et financières indispensables à cette fin a été reconnue par tous les participants. En outre, les Etats membres de la Communauté européenne se sont déclarés fermement en faveur de la dernière initiative en matière d'action préventive et de lutte contre le Sida, figurant au document A/C.2/43/L.12 et coparrainée par plusieurs délégations appartenant à tous les groupes. Nous espérons que cette résolution, adoptée par consensus par la Deuxième Commission le 21 octobre, aidera à mieux faire appliquer et coordonner la Stratégie mondiale de lutte contre la maladie.

J'aimerais maintenant m'étendre quelque peu sur les efforts déployés par la Communauté européenne et ses Etats membres dans ce domaine également. A la réunion des Ministres de la santé du 31 mai de cette année, il a été noté avec satisfaction que tous les Etats membres poursuivent des politiques homogènes dans leur lutte contre le Sida, conformément à la démarche commune esquissée dans leurs conclusions

M. Zepos (Grèce)

du 15 mai 1987. Les participants ont noté en particulier que tous les Etats membres veillent à assurer la liberté de mouvement ainsi que l'égalité de traitement des personnes concernées, tel que cela est énoncé dans les traités, et ils ont réaffirmé leur attachement aux principes spécifiques suivants : étant donné que le Sida est un problème de santé publique, la lutte contre cette maladie doit se fonder sur une politique de santé nationale; dans le cadre de la lutte contre le Sida, une priorité absolue doit être accordée à la prévention par l'information et l'éducation sur le plan de la santé; s'agissant de la prévention, toute politique de dépistage systématique et obligatoire est inefficace et toute discrimination ou harcèlement à l'égard des personnes atteintes du virus, notamment sur le plan de l'emploi, doivent être évitées.

Le Sida est plus qu'une maladie; il constitue une menace pour le développement socio-économique de l'humanité et compromet la stabilité de nos sociétés en engendrant la peur, l'ignorance et l'intolérance. Nous devrions faire tout ce qui est en notre pouvoir non seulement pour venir à bout du virus sur le plan scientifique mais également pour réduire les effets de cette terrible pandémie sur le plan social.

Je voudrais, avant de terminer, assurer les membres de la Commission du soutien vigoureux et constant des Etats membres de la Communauté européenne, pour le succès de notre lutte commune.

M. MORTENSEN (Danemark) (interprétation de l'anglais) : L'année 1988 marque le quarantième anniversaire de l'Organisation mondiale de la santé et je voudrais, au nom des pays nordiques, exprimer à cette occasion mes sincères félicitations à l'Organisation et lui rendre hommage pour sa contribution importante et extrêmement diverse à l'amélioration de la santé au profit de tous. A ce propos, les pays nordiques tiennent aussi à souhaiter la bienvenue au Directeur général de l'OMS nouvellement élu, le docteur Nakajima. Nous lui souhaitons plein succès dans ses travaux futurs.

Tout au long de ses 40 années d'existence, l'Organisation mondiale de la santé a certainement fait la preuve de son importance. Qu'il me suffise d'évoquer la lutte contre la variole, qui a finalement abouti à l'éradication complète de cette horrible maladie, excellent exemple de ce qu'il est possible de faire lorsque toutes les nations du monde unissent leurs efforts dans une entreprise bénéfique non seulement pour notre génération mais pour celles de nos enfants et

M. Mortensen (Danemark)

petits-enfants. Aujourd'hui, la communauté internationale s'est de nouveau attelée à la tâche qui a rendu cette victoire possible, mais son objectif est cette fois la santé pour tous d'ici à l'an 2000. Nous appuyons pleinement cette stratégie ambitieuse et courageuse de la santé pour tous, qui a permis aux services de santé du monde entier de se doter d'un cadre précieux pour leurs politiques sanitaires. Les pays nordiques sont convaincus que l'Organisation mondiale de la santé continuera, dans les années à venir, d'être le chef de file dans le domaine de la santé, avec autant d'énergie et d'enthousiasme qu'au cours des 40 premières années de son existence.

1988 a été une année faste pour l'Organisation mondiale de la santé. Non seulement parce qu'elle marque son quarantième anniversaire mais aussi parce qu'elle coïncide avec le dixième anniversaire de la Conférence internationale sur les soins de santé primaires tenue à Alma Ata, conférence qui a constitué une percée de grande importance historique et jeté les bases d'un cadre collectif de soins de santé primaires. Les pays nordiques se félicitent de la réaffirmation, par les experts de l'Organisation mondiale de la santé, de la Déclaration d'Alma Ata lors de leur réunion de Riga, au début de l'année.

L'Organisation mondiale de la santé a toujours été une organisation aux principes solides, et les pays nordiques aimeraient mettre l'accent sur certains de ces principes auxquels ils attachent une importance particulière : la santé en tant que concept ne se limite pas à l'absence de maladie ou d'infirmité; il convient de mettre l'accent sur les activités préventives, en s'attachant plutôt à préserver la santé qu'à se limiter à guérir les maladies; les services de santé devraient être dispensés sur un pied d'égalité et, en conséquence, ne devraient pas élargir le fossé entre les nantis et les démunis; il conviendrait également de mettre l'accent sur les mesures propres à améliorer les conditions sociales et écologiques, de façon à améliorer le plus possible la santé; l'institution et le renforcement d'un système de soins de santé primaires durable sont également essentiels.

Je profiterai également de cette occasion pour parler de la question du Syndrome immuno-déficitaire acquis (Sida). L'an dernier, le Directeur général de l'Organisation mondiale de la santé, M. Malher, a pris la parole devant le Conseil économique et social et l'Assemblée générale au sujet de la menace que constitue le Sida, maladie qui affecte toutes les régions du monde. Malheureusement, les

M. Mortensen (Danemark)

sombres perspectives que fait apparaître la propagation de la maladie se confirment, et il nous faut plus jamais unir nos forces pour combattre cette pandémie. A ce propos, c'est avec un plaisir tout particulier que les pays nordiques souscrivent à l'initiative prise à la présente session de l'Assemblée générale en matière d'action préventive et de lutte contre le Sida.

M. Mortensen (Danemark)

Comme nous l'avons dit en d'autres occasions, les pays nordiques appuient l'Organisation mondiale de la santé en tant qu'agence internationale de coordination pour la lutte mondiale contre le Sida. L'Organisation mondiale de la santé a la compétence et jouit du respect mondial qui sont essentiels si l'on veut s'attaquer de façon efficace au problème.

L'Organisation mondiale de la santé relève des défis considérables en ce qui concerne la mise en oeuvre de programmes nationaux contre le Sida. Les pays nordiques appuient fermement la création de l'alliance OMS/PNUD et son accent sur une approche multisectorielle. C'est un exemple de coopération entre programmes multilatéraux qui, nous l'espérons, servira de modèle, et nous sommes convaincus que cette alliance contribuera à assurer la réussite de la mise en oeuvre des programmes nationaux contre le Sida. La diffusion d'informations sur le Sida et sur les mesures permettant d'éviter cette maladie est ici d'une importance cruciale.

Comme nous l'avons dit maintes fois auparavant, il faut éviter la panique et continuer de travailler fermement et sans relâche pour éliminer non seulement le Sida mais les nombreuses autres maladies qui menacent l'humanité.

L'Organisation mondiale de la santé est une organisation ambitieuse et les pays nordiques l'en félicitent. Il est nécessaire et précieux à notre avis qu'un organisme comme l'Organisation mondiale de la santé ait une vision, des objectifs et des stratégies.

L'Organisation mondiale de la santé joue un rôle de premier plan dans la formulation de normes dans le domaine médical et dans le développement sanitaire. Ses travaux profitent à tous et devraient recevoir un appui financier adéquat de tous les Etats Membres.

Tout au long des 40 dernières années, les pays nordiques ont fermement appuyé l'Organisation mondiale de la santé, tant moralement que financièrement. Dans nos contributions volontaires - par exemple aux programmes portant sur les médicaments essentiels, d'hygiène sexuelle et de comportement procréateur et de recherche sur les maladies tropicales - nous avons encouragé le développement sanitaire pour tous sur la base des soins de santé primaires. Les pays nordiques accordent une grande importance à la poursuite des programmes qui reposent sur ces principes. Nous favorisons en même temps une évolution dans laquelle on pourra assurer des

M. Mortensen (Danemark)

contributions ordinaires à l'Organisation mondiale de la santé dans la mesure où l'Organisation pourra envisager une incorporation progressive des programmes spéciaux dans son budget ordinaire

Au nom des pays nordiques, je voudrais conclure en réitérant nos félicitations sincères à l'occasion de l'anniversaire de l'Organisation mondiale de la santé et en exprimant notre confiance dans sa volonté et sa capacité de poursuivre et d'intensifier ses précieux travaux pour améliorer la santé dans le monde entier.

Le Docteur KOOP (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) :
En ma qualité de surgeon general, je considère que c'est à la fois un privilège et un grand plaisir personnel de représenter mon pays à l'occasion de cette journée commémorative en l'honneur de l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

Pour la plus grande partie de ma carrière, j'ai participé à des travaux internationaux portant sur la santé. Mais ce n'est que durant ces huit dernières années, depuis que j'assume la fonction de surgeon general des services de santé publique des Etats-Unis, que j'ai eu l'occasion de travailler de très près avec la direction et le personnel de l'Organisation mondiale de la santé.

Cette expérience a grandement renforcé ma conviction que l'OMS n'est pas seulement une agence dont l'existence est essentielle pour la santé dans le monde, mais une organisation dont les réalisations au cours des 40 dernières années ont même dépassé les grands espoirs qui avaient présidé à sa naissance.

L'OMS a été fondée à la suite de la deuxième guerre mondiale, à une époque de grands bouleversements sociaux et économiques.

Les systèmes sanitaires de nombreux pays étaient dévastés ou non existants. Les maladies contagieuses prélevaient un lourd tribut : la variole, la tuberculose, le paludisme et d'autres maladies étaient répandues à un point tel que peu de pays étaient épargnés; des millions de nouveau-nés et d'enfants mouraient chaque année avant l'âge de cinq ans, la nécessité de créer une organisation internationale de la santé n'était que malheureusement trop évidente.

Et maintenant, nous savons que l'Organisation qui est née au cours de cette période a comblé nos plus grands espoirs. Elle est issue d'un concept puissant selon lequel "la santé, bonne ou mauvaise, ne pourrait jamais plus être considérée comme un phénomène purement national." C'est une idée qui a stimulé et guidé l'Organisation mondiale de la santé.

Le Docteur Koop (Etats-Unis)

L'état sanitaire de tous les peuples du monde, que ce soit dans les pays développés ou en développement, nous affecte tous. Il était donc dans l'intérêt de toutes les nations de travailler ensemble pour faire face à l'ensemble des problèmes sanitaires mondiaux. Aucun véhicule n'était mieux à même de remplir cette tâche que l'OMS.

Le monde d'aujourd'hui révèle que des progrès énormes ont été réalisés au cours des quatre décennies pendant lesquelles l'OMS est passée du rôle d'agence d'assistance technique, ayant pour souci principal de limiter les maladies contagieuses, à celui d'un partenaire de toutes les nations qui appuient les objectifs nationaux de la santé pour tous. Nous avons amélioré nos systèmes sanitaires et mis des services de santé à la disposition des populations dans des proportions qui n'existaient pas il y a 40 ans. Nous avons fait de grands progrès dans le traitement des maladies contagieuses, particulièrement le paludisme, les maladies diarrhéiques et celles qui peuvent être prévenues par la vaccination. La durée moyenne de vie est passée de 41 ans, en 1950, à 61 ans aujourd'hui. Et s'il y a encore beaucoup trop d'enfants qui continuent de mourir avant l'âge de cinq ans, le monde est certainement un endroit plus sûr pour eux. Le nombre de nouveau-nés et d'enfants qui meurent avant l'âge de cinq ans est bien inférieur de nombreux millions aujourd'hui de ce qu'il était au cours des années 1950, même si la population infantile totale dans le monde a grandement augmenté.

Ces progrès n'auraient certes pas pu être accomplis sans un véritable engagement de la part de gouvernements nationaux, mais la direction, l'orientation, l'aide et l'inspiration fournies par l'OMS ont constitué des éléments essentiels dans nos succès collectifs.

Grâce au succès remporté par un vaste programme très actif d'immunisation mis en place par l'OMS, la vaccination apporte aujourd'hui une grande protection contre la poliomyélite, la diphtérie, le tétanos, la coqueluche, la rougeole et la tuberculose. Sur la demande des nations membres, l'OMS vient de lancer une initiative spéciale pour éliminer la polio dans le monde entier. La poliomyélite pourrait bien devenir la deuxième maladie à être éliminée grâce aux efforts de l'humanité.

Le succès de ce premier effort d'éradication contre la variole a été maintes fois rappelé. Et pourquoi pas! La race humaine n'était encore jamais parvenue à réaliser un tel miracle médical : l'élimination, comme ce fut le cas alors, d'une maladie particulière de notre planète.

Le Docteur Koop (Etats-Unis)

L'élimination de la varicelle sous la direction de l'OMS restera à jamais le témoignage du genre de réalisation qui peut être obtenue lorsque les nations du monde oeuvrent ensemble vers un objectif commun.

La thérapie de réhydratation orale est en passe de devenir un autre succès important de l'Organisation. Elle est devenue si efficace que les vies d'innombrables nouveau-nés et d'enfants sont maintenant sauvées. La thérapie, comme on le sait, est basée sur une simple solution d'eau, de sucre et de sels, formule élaborée par des savants de l'OMS.

Dr Docteur Koop (Etats-Unis)

Les travaux sur le paludisme se poursuivent et laissent espérer que cette maladie, elle aussi sera un jour éradiquée. Dès sa création, l'OMS avait fait de l'éradication de cette maladie un de ses objectifs et, malgré les difficultés qu'elle pose, nous pouvons rester optimistes pour l'avenir.

Le programme spécial de l'OMS pour la recherche et la formation dans le domaine des maladies tropicales a déjà montré que des efforts scientifiques concertés peuvent aboutir à des résultats remarquables dans l'élaboration de méthodes et de moyens en vue de réduire ou d'éliminer les maladies contagieuses comme le paludisme. Le Programme de recherche sur les maladies tropicales montre à lui seul quels sont les résultats que l'on peut obtenir lorsque des groupes différents, même ceux ayant des philosophies différentes, s'unissent et oeuvrent ensemble.

Grâce aux efforts et à la direction de l'OMS nous avons également assisté à des changements spectaculaires dans l'utilisation du personnel de santé et à une réorientation courageuse de l'enseignement médical vers des soins primaires de santé, en vue de répondre d'une façon plus réaliste aux besoins de santé de larges populations.

Ces succès sont impressionnants, mais, ils doivent avant tout servir de stimulants pour nous amener à faire mieux et non pas être une source d'autosatisfaction. Nous savons tous trop bien que la victoire sur la maladie est souvent contrebalancée par l'apparition de nouvelles menaces et de nouvelles maladies.

Et c'est ce que nous connaissons aujourd'hui avec le Sida.

Le Sida menace chaque nation et présente un défi sans précédent à la santé publique internationale. Chaque pays confronté à ce nouveau problème de santé pourrait bien découvrir que pour y remédier il lui faut mobiliser des ressources si considérables que le système de santé qu'il cherche à renforcer s'en trouve sapé. Cette menace pèse aussi bien sur les pays développés que sur les pays en développement. Mais, comme je l'ai déclaré il y a un an de cette même tribune, le Sida est potentiellement plus destructeur pour les pays en développement que pour les pays industrialisés ou développés.

Le Sida a tendance à affecter les membres souvent les plus productifs de la société, les soutiens et chefs de famille dans la force de l'âge. Ainsi, les pays en développement frappés par le Sida pourraient perdre une génération irremplaçable

Le Docteur Koop (Etats-Unis)

d'ingénieurs, de spécialistes de la santé, d'enseignants et de fonctionnaires gouvernementaux ainsi que des spécialistes de l'agriculture, de l'industrie et du commerce. Le Sida peut dévaster et détruire tous les plans de développement d'un pays.

Il y a un an dans mon intervention, j'avais lancé un appel à l'OMS et aux nations du monde entier leur demandant d'assurer en priorité que les réserves mondiales de sang destiné à la transfusion soient sûres. J'avais exprimé l'espoir qu'en oeuvrant ensemble nous pourrions atteindre cet objectif en 1991. Il est important - cela va sans dire - que les réserves en sang soient partout sûres mais dans les pays en développement cette question revêt une importance particulière pour le tourisme, les affaires et les investissements étrangers.

Au cours des 12 derniers mois, le test de dépistage du HIV auquel sont soumis les donneurs de sang a été mis en place dans de nombreux pays. Dans certains pays il est maintenant obligatoire et je crois savoir que tous les pays africains pourront d'ici à la fin de cette année, soumettre à ce test tous les donneurs de sang. Des politiques appropriées destinées à veiller à ce que les donneurs de sang soient sains ont été mises en place dans plusieurs pays et une autre stratégie est envisagée, à savoir ne procéder à des transfusions que lorsque cela est absolument nécessaire. L'OMS coordonne un programme global d'approvisionnement en sang, appuyé par plusieurs organisations, y compris le programme global de l'OMS sur le Sida et le service de test en laboratoire de l'OMS, la Croix-Rouge et le Croissant-Rouge, la Société internationale de transfusion de sang et le Programme des Nations Unies pour le développement.

Ces débuts doivent être suivis et appuyés par tous les Etats Membres. Ayant la plus grande expérience en matière de Sida, les Etats-Unis sont en mesure de partager leur expérience nationale dans l'intérêt de toutes les nations.

Le Sida est un risque pour toute la société et non pas seulement pour certains groupes restreints. Le Sida se développe aux Etats-Unis, à la fois sur le plan géographique et numérique, et nous devons toujours le considérer comme un risque pour toute la société. Ainsi, en 1987, les Etats-Unis ont lancé une campagne d'éducation sans précédent dans l'histoire de la santé publique pour faire connaître à l'opinion publique les faits concernant le Sida. Il est difficile de mesurer les changements de comportement qui ont eu lieu après cette campagne d'information.

Le Docteur Koop (Etats-Unis)

La population homosexuelle nous a entendus et son changement de comportement ressort de la diminution non seulement des maladies transmises sexuellement entre hommes homosexuels mais également de l'incidence des cas nouveaux du Sida dans ce groupe. Nous sommes tout aussi désireux de veiller à ce que nos jeunes reçoivent et comprennent le message éducatif, et le défi qui se pose à nous est de trouver des moyens novateurs et créateurs pour que le message parvienne à tous ces jeunes afin de leur éviter une décennie d'autodestruction.

La lutte globale contre le Sida prendra plusieurs années et exigera des dirigeants politiques et de ceux chargés de la santé qu'ils aient la volonté nécessaire de prendre des décisions difficiles, de lutter contre la crainte inutile et de maintenir une unité d'action - autant de mesures qui sont absolument vitales pour mener une lutte d'ensemble contre cette menace globale.

Aucun pays ne peut lutter seul contre le Sida. La direction nécessaire pour coordonner nos efforts ne peut que venir de l'Organisation mondiale de la santé. L'OMS est l'élément clef qui harmonise tous les efforts individuels et qui les canalise vers une attaque globale véritablement unifiée contre le Sida.

Je félicite l'OMS pour les efforts qu'elle a déployés jusqu'ici contre le Sida. Je suis certain que sous la direction de son nouveau Directeur général, M. Hiroshi Nakajima, l'OMS continuera de nous fournir les éléments d'orientation et de direction qui, un jour, nous mèneront à la victoire.

En fait, seule une action unie de la part de chaque pays pourra apporter des améliorations véritables et durables dans le domaine de la santé pour tous les peuples du monde. Et cela comprend une unité d'action contre le Sida, la plus grande catastrophe qui menace la santé dans le monde d'aujourd'hui.

Mme DARLING (Australie) (interprétation de l'anglais) : Monsieur le Président, à la quarante-deuxième session de l'Assemblée générale, l'année dernière, l'Australie a présenté la première résolution à l'Assemblée générale sur la prévention et le contrôle du Sida. En tant que partisan actif et pionnier d'une stratégie mondiale efficace de lutte contre le Sida, mon pays a dès 1987 coparrainé la résolution 45/26 de l'Assemblée mondiale de la santé sur le virus du Sida. Ayant rallié grâce à cette résolution la volonté politique des décideurs des ministères de la santé dans le monde en faveur d'une action coopérative concertée pour lutter contre le Sida, nous avons, avec d'autres Etats, souhaité voir cette volonté réaffirmée à l'échelon international et politique.

Mme Darling (Australie)

L'adoption par consensus de la résolution 42/8 de l'Assemblée générale montre que tous les Etats Membres s'inquiètent profondément de la menace que représente la pandémie du Sida, et qu'il faut absolument une coopération et une coordination internationales, par le biais de la Stratégie mondiale établie par l'Organisation mondiale de la santé, pour enrayer la propagation de cette maladie.

Aujourd'hui, près d'un an plus tard, toujours profondément préoccupée par la gravité de la situation, l'Australie se félicite de la possibilité qui nous est donnée de réaffirmer notre engagement de continuer ces efforts internationaux coordonnés pour lutter contre cette maladie en exprimant notre appui au projet de résolution dont nous sommes saisis.

En appuyant ce texte, nous aimerions également exprimer officiellement nos remerciements au Royaume-Uni, qui a proposé le projet de résolution sur le Sida cette année, pour maintenir le dynamisme des activités sur cette question vitale.

L'an dernier, c'est l'Australie qui avait proposé la résolution sur le Sida, nous avons été heureux de voir comment la communauté internationale et les Etats Membres ont réagi au cours de l'année écoulée à la Stratégie mondiale sur le Sida de l'Organisation mondiale de la santé. J'ai certes été impressionnée et encouragée par les contributions positives faites aujourd'hui dans cette enceinte par des représentants d'Etats Membres.

Il est clair que les Etats Membres ont relevé le défi que lance cette pandémie et que les efforts tentés pour enrayer la propagation du Sida ont beaucoup bénéficié du consensus et de la coopération internationaux consentis en l'occurrence. Des dirigeants politiques - au vrai, l'ensemble de la communauté internationale - sont maintenant beaucoup plus conscients des conséquences du Sida et ont prêté un ferme appui aux organisations et au personnel sanitaire dans leurs efforts pour enrayer la maladie.

En s'efforçant de maintenir cet élan, l'Australie n'oublie pas les autres menaces majeures à la santé de la communauté mondiale, notamment dans les régions où les soins de santé ne sont pas d'un accès facile. Dans ce contexte, nous appuyons la déclaration pertinente du docteur Nakajima sur le fardeau des maladies porté par une grande partie de la population mondiale, particulièrement les pauvres. Nous croyons que le Sida devrait occuper une place prioritaire dans l'ordre du jour international, car cette maladie ne respecte personne. Le Sida devrait occuper une place prépondérante dans nos pensées et notre planification car il est l'un des dangers les plus graves pour tout le monde.

Mme Darling (Australie)

En effet, la lutte contre la propagation du Sida est loin d'être finie. Comme nous le savons tous, le nombre de cas de Sida dans le monde continue de s'accroître et il n'y a encore aucune perspective de guérison. Cela étant, l'Australie continue de croire que le Sida reste une question mondiale qui exige d'urgence l'attention concertée de tous les Etats Membres et du système multilatéral étendu.

Dans ce contexte, l'Australie souhaite réaffirmer qu'elle appuie les excellents travaux de l'Organisation mondiale de la santé au cours de l'année écoulée dans son rôle d'autorité centrale de coordination dans la lutte mondiale contre le Sida. En ce quarantième anniversaire de l'Organisation mondiale de la santé, nous souhaitons la féliciter de la manière rapide et efficace dont elle a réagi à la menace à la santé mondiale qu'est la pandémie du Sida. Sans le ferme leadership de l'OMS dans l'élaboration de la stratégie mondiale et ses travaux sur la conception et l'application de plans nationaux dans plusieurs Etats Membres, il n'est pas certain que la lutte mondiale contre le Sida aurait été aussi efficace.

L'engagement pris par l'Australie de coopérer sur le plan international à la lutte contre le virus du Sida est reflété dans l'appui du Gouvernement australien au Programme mondial contre le Sida. En plus de son programme étendu d'éducation publique destiné à encourager une compréhension éclairée de la maladie dans notre propre pays, l'Australie versera 2 millions de dollars australiens à l'OMS pour 1990-1991 pour financer des plans nationaux de prévention et de traitement du Sida dans la région de l'Asie-Pacifique.

En l'absence d'un vaccin ou d'une cure contre le Sida, changer le comportement des gens est le seul moyen efficace d'enrayer la propagation de cette maladie. L'information et l'éducation publiques de nos citoyens deviennent donc nos armes les plus importantes. Cela ne veut pas dire que la recherche médicale sur le Sida n'est pas de la plus grande importance; elle l'est. Mais, en même temps, les gens de tous les pays doivent avoir accès aux renseignements les plus récents sur les modes de transmission de la maladie afin de pouvoir modifier leur comportement en conséquence.

A cet égard, le Programme mondial de l'OMS contre le Sida joue un rôle crucial en encourageant la communication efficace d'informations sur les initiatives des Etats Membres, et en mettant en lumière des événements marquants dans le domaine de la recherche et d'autres aspects techniques de cette maladie. La facilité d'accès à

Mme Darling (Australie)

cette information est, de l'avis de l'Australie, un facteur clef dans une compréhension meilleure de la nature du virus du Sida, de ses effets tant sur les individus que sur les pays, et des choix qui s'offrent pour enrayer la maladie.

En Australie, nous estimons qu'il faut commencer par expliquer aux citoyens la menace que représente la propagation du Sida. Nous en sommes d'autant plus sûrs que nous savons maintenant ce qui se passe dans d'autres pays. L'Australie félicite donc l'OMS d'avoir pris l'initiative de proclamer une Journée mondiale du Sida, qui sera le 1er décembre prochain. Avec l'aide de toutes les branches des médias du monde, la Journée mondiale du Sida peut communiquer au plus large auditoire possible les informations de base sur la pandémie du Sida et sur les efforts tentés pour le combattre. Nous ne pouvons nous permettre d'être outrecuidants. Si l'Assemblée générale appuyait la Journée mondiale du Sida, elle montrerait clairement que le contrôle du Sida reste une priorité élevée pour tous les Etats Membres.

Outre l'éducation et l'information publiques, l'Australie souhaite recommander à l'Assemblée une initiative qui mérite l'attention urgente de tous les Etats Membres : la création d'une banque mondiale de sang sain. La création d'une banque mondiale de sang sain éliminera un facteur de risque essentiel dans la propagation du Sida dans le monde. En outre, cela comporterait des avantages complémentaires pour la lutte contre d'autres maladies infectieuses graves comme, par exemple, l'hépatite B. L'Australie estime que la création et la gestion de telles banques de sang nationales sont possibles avec relativement peu de ressources, particulièrement par rapport aux coûts sociaux et économiques énormes inhérents à la poursuite de la lutte contre le virus du Sida. Dans ce contexte, l'Australie a déjà fourni une assistance bilatérale à la Papouasie-Nouvelle-Guinée et aux Philippines pour aider à la création de banques de sang sain dans ces pays. Par conséquent, l'Australie recommande à tous les Etats Membres cette initiative de banque de sang et demande instamment aux gouvernements d'accorder une attention prioritaire à leur mise au point.

En tant que coauteur du projet de résolution de cette année sur la pandémie du Sida, l'Australie espère que ce texte sera adopté par consensus par l'Assemblée générale, pour bien montrer que les Etats Membres entendent aller résolument de l'avant dans la lutte mondiale contre le Sida.

M. KAGAMI (Japon) (interprétation de l'anglais) : J'ai le grand plaisir, au nom de mon gouvernement, de prendre la parole pour commémorer le quarantième anniversaire de l'Organisation mondiale de la santé, institution spécialisée du système des Nations Unies chargée essentiellement de fournir une assistance technique ainsi que de coordonner et d'orienter les activités entreprises à différents niveaux dans les domaines de la santé et de l'hygiène.

Au cours de ses 40 années d'existence, la contribution de l'OMS à la santé et au bien-être de l'homme a été extraordinaire.

L'occasion me paraît particulièrement bien choisie pour faire un bref historique de l'Organisation mondiale de la santé afin d'apprécier pleinement les résultats remarquables qu'elle a obtenus et d'évaluer comme il se doit les tâches qui l'attendent.

En 1948, alors que la communauté internationale subissait encore les conséquences de la deuxième guerre mondiale, les Etats Membres des Nations Unies ont déclaré, dans la Constitution de l'Organisation mondiale de la santé, que vivre dans les meilleures conditions de santé possibles est un droit fondamental pour chaque être humain, quels que soient sa race, sa religion, sa philosophie politique ou son système socio-économique. L'OMS s'est immédiatement employée à mettre en place un système de soins de santé dans les zones dévastées par la guerre et à lutter contre les épidémies qui menaçaient la santé et la vie des populations du globe. La priorité fut donnée aux services d'hygiène et à l'alimentation en eau potable.

A partir de 1958 et pendant les 10 années qui ont suivi, l'OMS a essentiellement concentré ses efforts sur l'octroi d'une aide d'urgence aux pays nouvellement indépendants d'Afrique. De même, la prévention et le traitement de la tuberculose, dont on disait à l'époque qu'elle atteignait près de 60 % de la population mondiale, était alors l'un des principaux domaines où l'OMS faisait porter ses efforts.

Au cours de sa troisième décennie d'existence, l'OMS a entrepris un programme visant à éradiquer à jamais la variole, objectif que l'on a reconnu être atteint en 1979, évitant à plus de 100 millions de personnes de contracter cette redoutable maladie. En outre, l'OMS a poursuivi son combat contre les maladies tropicales

M. Kagami (Japon)

comme la malaria et la lèpre tout en continuant à coopérer avec les institutions du système des Nations Unies aux programmes spéciaux dans des domaines comme la planification familiale.

En 1976, l'Organisation mondiale de la santé a adopté son grand programme d'immunisation, dont le but est de faire en sorte que d'ici à 1990 tous les enfants du monde aient accès à des services d'immunisation contre les six maladies suivantes : la diphtérie, le tétanos, la coqueluche, la tuberculose, la poliomyélite et la rougeole. Le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (FISE), certains gouvernements et certaines organisations non gouvernementales se sont par la suite associés au programme d'immunisation, qui a d'ores et déjà sauvé la vie à des millions d'enfants, dans les régions en développement notamment.

En 1977, juste avant d'entamer sa quatrième décennie, l'Organisation mondiale de la santé a, dans le cadre de son programme communément appelé "La santé pour tous d'ici à l'an 2000", souligné que son principal souci social et celui de chaque gouvernement devait être d'arriver à des conditions de santé permettant à chaque être humain de mener une vie économiquement et socialement productive. A cette fin, l'Organisation mondiale de la santé a, en coopération avec le FISE, organisé en 1978 à Alma-Ata, en Union soviétique, une conférence internationale à laquelle ont participé un certain nombre de gouvernements, d'organisations non gouvernementales et autres institutions intéressées du système des Nations Unies. La nécessité de réunir les facteurs essentiels de "soins de santé primaires" y a été réaffirmée et en 1981 l'OMS a adopté une stratégie globale pour la réalisation de cet objectif.

Aujourd'hui, chacun d'entre nous bénéficie des programmes de l'Organisation mondiale de santé dans des domaines comme la prévention des maladies, la planification familiale, les soins à la mère et à l'enfant, l'obtention des médicaments essentiels, l'assistance technique et l'aide d'urgence, les services de santé et d'hygiène, ainsi que de ses travaux de recherche et d'étude, ses services d'information et ses publications. Ce sont là autant de facteurs cruciaux sur lesquels l'OMS fait porter tous ses efforts afin de réaliser son objectif : "La santé pour tous d'ici à l'an 2000".

Par le rôle vital qu'elle joue, l'OMS s'est acquis l'estime et l'appui du monde entier, comme en témoignent les 166 Etats qui en sont désormais membres.

M. Kagami (Japon)

Il faut attribuer ses étonnantes réalisations à la détermination, à la sagesse et à l'idéalisme dont font preuve, dans leur travail, ses responsables et tout son personnel.

Qu'il me soit permis à cet égard de faire remarquer que, cette année, l'Organisation mondiale de la santé s'est donnée pour nouveau Directeur général le docteur Hiroshi Nakajima. Nul doute que, sous sa direction, l'OMS poursuivra son action énergique pour relever les normes de santé de tous les citoyens du monde.

Je voudrais également saisir cette occasion pour parler brièvement des relations existant entre le Japon et l'Organisation mondiale de la santé. Depuis qu'il est devenu membre de cette organisation en 1951, mon gouvernement a régulièrement accru sa coopération financière et technique avec l'OMS. Outre ses contributions à son budget ordinaire, le Japon a augmenté chaque année ses contributions volontaires. Pour la seule année 1988, ses contributions à plusieurs programmes précis se sont élevées à environ 4,6 millions de dollars des Etats-Unis. Par ailleurs, mon gouvernement subventionne, en coopération avec l'OMS, un programme de bourses dans le cadre duquel il invite chaque année près de 100 boursiers venus du monde entier à participer à des travaux de recherche dans des hôpitaux, des universités et d'autres établissements japonais.

Des experts et des consultants japonais prennent part aussi aux projets d'assistance technique de l'OMS et le Gouvernement japonais a accueilli des conférences et des ateliers internationaux pour donner à des administrateurs et à des experts du monde entier l'occasion de procéder à des échanges de vues et d'informations dans les domaines liés à la santé.

Nous devons, certes, rendre hommage à l'OMS pour ses réalisations au cours des 40 dernières années, mais nous ne devons pas oublier qu'il reste encore beaucoup à faire. La communauté internationale reste confrontée à d'innombrables problèmes de santé et d'hygiène, dont certains dépassent les frontières nationales. Les catastrophes naturelles répétées, les maladies infectieuses et les pénuries alimentaires continuent à faire payer un lourd tribut en vies humaines, notamment parmi les enfants. Ces problèmes semblent être particulièrement fréquents dans les régions en développement, où vivent près des trois quarts de la population mondiale. Force nous est malheureusement d'en conclure que les efforts de l'Organisation mondiale de la santé dans les divers domaines de la santé humaine seront nécessaires pour de nombreuses années encore.

M. Kagami (Japon)

Il est un problème particulièrement grave auquel la présente session donnera une attention accrue. Je veux parler du Syndrome immuno-déficitaire acquis (Sida), pour lequel il n'existe actuellement aucun traitement. Nous devons faire face à cette terrible maladie aux niveaux national, régional et international et mobiliser toutes les ressources intellectuelles, scientifiques et médicales dont nous disposons avant qu'elle n'"explose" véritablement. Nous comptons qu'à la présente session, l'Assemblée générale, conformément à la résolution adoptée l'an dernier, réaffirmera la nécessité de renforcer l'action internationale, celle de l'OMS en particulier, pour faire face au Sida.

M. Kagami (Japon)

Il est encourageant de constater à cet égard que, en janvier dernier, le Sommet mondial des ministres de la santé a adopté la déclaration de Londres sur la prévention du Sida et que l'OMS a décidé récemment de faire du 1er décembre de cette année la Journée mondiale du Sida. Ces deux mesures apporteront un nouvel élan à la lutte contre le Sida. En outre, l'OMS continue de mettre au point et d'appliquer son programme global de prévention et de contrôle du Sida. Pour appuyer ces efforts, le Gouvernement du Japon est décidé à continuer d'apporter une aide financière et technique à l'OMS. L'an dernier, pour faire preuve de sa détermination et pour communiquer les dernières connaissances technologiques du Japon et partager ses expériences, mon gouvernement, de concert avec l'OMS, a convoqué à Tokyo une conférence chargée d'élaborer une stratégie intégrée pour le contrôle du Sida ainsi que d'autres infections rétrovirales humaines et l'hépatite B.

J'insiste auprès de toutes les organisations appropriées, tant gouvernementales que non gouvernementales, pour qu'elles s'associent à l'OMS dans une lutte mondiale contre le Sida. A ce sujet, je me félicite de la création de programmes régionaux et nationaux au cours de l'année dernière pour combattre le Sida partout dans le monde. Le Japon, pour sa part, a créé l'an dernier la Commission ministérielle sur le Sida pour assurer une communication et une coordination étroites entre les institutions gouvernementales concernées et promouvoir diverses mesures pour lutter contre la maladie. Au cours de sa première séance, la Commission a adopté un plan national pour le contrôle du Sida, qui a déterminé les cinq principaux domaines suivants dans lesquels des mesures devraient être prises : premièrement, la dissémination de connaissances précises sur le Sida; deuxièmement, le renforcement du système de surveillance; troisièmement, le renforcement des mesures de prévention primaires et secondaires et des services de conseils; quatrièmement, la promotion de la coopération internationale dans le domaine de la recherche; et, finalement, l'élaboration de mesures législatives appropriées.

Au moment de conclure, je voudrais saisir cette occasion pour répéter que le Japon continuera de faire tous les efforts possibles afin de relever les normes des services de santé et des services sociaux en offrant une aide tant bilatérale que multilatérale, et notamment en coopérant vigoureusement avec l'Organisation mondiale de la santé.

M. TEEHANKEE (Philippines) (interprétation de l'anglais) : Au nom de la République des Philippines, je me félicite de participer à la célébration du quarantième anniversaire de l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

L'Organisation mondiale de la santé est l'une des raisons pour lesquelles nous avons besoin des Nations Unies. Avant les récents événements positifs qui se sont déroulés dans le domaine international de la politique et de la sécurité, les Nations Unies ont souvent été injustement critiquées et calomniées pour leur prétendue inaction. Un jugement aussi injuste ne tenait pas compte de l'énorme tâche entreprise par les organes subsidiaires, tels que l'OMS, qui ont persévéré dans leurs efforts au cours de toutes ces années, sur la base d'un budget modeste et s'attirant une reconnaissance limitée, afin de réaliser les buts et objectifs des Nations Unies. Au moment où nous célébrons aujourd'hui cet important anniversaire, je voudrais rappeler en quelques mots certaines réalisations de l'OMS.

Personne parmi nous n'a besoin qu'on lui rappelle le travail fait pour éliminer la variole, considérée pendant longtemps comme le fléau de la terre. Par des efforts novateurs, l'OMS a enrayé la dissémination de maladies aussi contagieuses que le pian, la malaria et le choléra. La campagne d'immunisation contre les maladies que l'on dit mortelles pour les enfants, à savoir la polyomyélite, la rougeole, la diphtérie, la coqueluche, le tétanos et la tuberculose, a été couronnée de succès dans l'ensemble. En fait, l'OMS espère éliminer la polyomyélite d'ici à l'an 2000. Elle s'est lancée dans des programmes visant à améliorer la nutrition, le logement et l'hygiène, ainsi que les conditions de travail et d'autres aspects de l'hygiène écologique dans les pays sous-développés et en développement, récoltant des résultats encourageants.

Une autre initiative tout aussi importante bien que moins connue de l'OMS est son programme spécial de recherche dans le domaine des maladies tropicales, qu'elle gère en collaboration avec la Banque mondiale et le Programme de développement des Nations Unies. Il s'agit là d'un projet très important dans mon pays. Les résultats de 10 années de recrutement et de mise au point d'un réseau international scientifique portent maintenant leurs fruits. Des vaccins, des médicaments, des tests de dépistage et d'autres outils de contrôle des maladies commencent à faire leur apparition. De nombreux chercheurs de pays tropicaux sont formés par l'OMS dans l'espoir qu'ils pourront augmenter l'autonomie des pays affectés.

M. Teehankee (Philippines)

L'Organisation mondiale de la santé participe également à la lutte contre les décès liés aux maladies diarrhéiques parmi nos enfants. Quelque 4 millions d'enfants en dessous de cinq ans meurent chaque année de maladies diarrhéiques dans les pays en développement. En collaboration avec le Fonds de l'enfance des Nations Unies (UNICEF), l'OMS met au point de nouvelles techniques afin de réduire ce chiffre. Ces deux institutions ont collaboré avec des pays membres à l'introduction de sels de réhydratation oraux, un nouveau procédé mis au point dans ce domaine. On estime que cette nouvelle manière de soigner ces maladies a déjà permis d'éviter environ un demi million de décès. Nous croyons comprendre que, par l'intermédiaire de l'OMS, plus de 112 pays ont maintenant des plans d'application de programmes nationaux de contrôle des maladies diarrhéiques et que la plupart d'entre eux sont déjà opérationnels.

L'Organisation mondiale de la santé a apporté d'importantes contributions dans le domaine de la sécurité alimentaire. En collaboration avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), elle a élaboré un programme de normes alimentaires qui a mis au point un peu moins de 200 normes de sécurité internationale s'appliquant aux produits alimentaires.

Les infections respiratoires aiguës continuent d'être une cause importante de décès parmi les enfants des pays en développement. L'Organisation mondiale de la santé a mis au point une procédure simple pour dépister la pneumonie bactérielle, principale responsable des décès liés à des infections respiratoires. Cette nouvelle procédure a prouvé son efficacité dans les pays où cette maladie est fréquente.

Quant à la lutte contre la tuberculose, l'OMS a élaboré une stratégie qui pourrait être utilisée par les agents de la santé dans tous les pays, pauvres et riches. Le taux de mortalité est tombé et l'on est de plus en plus persuadé que la maladie pourra finalement être vaincue.

Ce ne sont là que quelques exemples de ce que l'OMS, avec l'appui de la communauté internationale, a accompli et entrepris pour réduire les souffrances de l'humanité au cours des 40 dernières années.

L'Organisation mondiale de la santé, malgré ses nombreuses réalisations, ne peut se permettre de s'endormir sur ses lauriers. La campagne contre la maladie et l'amélioration de la santé représentent un effort continu. L'Organisation mondiale de la santé participe déjà à la lutte contre la maladie la plus redoutable, le Syndrome immuno-déficitaire acquis (Sida).

M. Techankee (Philippines)

Après l'exposé que le Directeur général a fait au début de la matinée et les autres rapports excellents qui nous ont été donnés par les orateurs qui m'ont précédé, je me bornerai à noter que la Deuxième Commission a proposé à l'Assemblée générale d'adopter par consensus une résolution sur le Sida qui, entre autres, réaffirmerait le rôle prépondérant de l'OMS dans la prévention et le contrôle du Sida. Ma délégation a l'honneur d'être l'un des coauteurs du projet de résolution. Nous escomptons que ce projet de résolution recevra un appui unanime et espérons qu'il apportera un nouvel élan à la campagne contre ce dernier fléau qui vient de s'abattre sur nous.

M. Teehankee (Philippines)

Qu'il me soit permis de féliciter le docteur Hiroshi Nakajima, le nouveau Directeur général de l'Organisation mondiale de la santé. Il s'inscrit parmi les éminents directeurs généraux qui l'ont précédé. Le docteur Nakajima est bien connu et très respecté dans mon pays car, avant sa nomination, il a travaillé pendant neuf ans en tant que directeur régional de l'OMS pour le Pacifique Ouest, dont le siège est à Manille. Je sais que le dévouement, la discipline et la compétence professionnelle avec lesquels il s'est acquitté de ses responsabilités l'aideront dans ses nouvelles fonctions à l'Organisation. Enfin, je tiens à exprimer toute ma gratitude au docteur Mahler pour son dévouement altruiste au service du bien-être de l'humanité en tant que directeur général de l'Organisation mondiale de la santé.

M. FORTIER (Canada) (interprétation de l'anglais) : Il y a un an, l'Assemblée a adopté pour la première fois une résolution sur l'action préventive et la lutte contre le Syndrome immuno-déficitaire acquis (Sida). Cette mesure était opportune et courageuse et montrait que les Nations Unies reconnaissaient la pandémie du Sida et s'engageaient véritablement à lutter contre cette pandémie, saluant les efforts de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) en vue de la prévention mondiale du Sida et invitant les organisations appropriées du système des Nations Unies, les institutions bilatérales et multilatérales ainsi que les organisations non gouvernementales à appuyer la lutte internationale contre le Sida.

Aujourd'hui, en cette quarantième année de l'OMS, nous pouvons à nouveau nous féliciter des efforts coordonnés des Nations Unies et de ses Etats Membres dans la lutte contre des maladies mortelles telles que le Sida. En fait, un thème fondamental des nombreuses déclarations faites à la présente session de l'Assemblée générale a été que l'interdépendance croissante des Etats Membres dans le cadre international contemporain exige de plus en plus des solutions intégrées et multilatérales aux questions qui façonnent notre destinée, qu'elles soient politiques, économiques ou écologiques. Les Etats Membres ont été quasiment unanimes à se féliciter des récentes améliorations qui sont intervenues dans l'atmosphère politique internationale et ont judicieusement tiré la conclusion que, lorsque les nations s'associent dans un esprit de coopération constructive pour traiter de problèmes communs, il est possible d'accomplir des progrès réels. Aucun événement n'aurait pu mieux nous convaincre de notre interdépendance que l'apparition et la propagation de la pandémie du Sida dans le monde. Cette maladie ne reconnaît ni classes sociales, ni frontières raciales, ni frontières nationales. Inconnue il y a à peine 10 ans, cette maladie fatale se répand

M. Fortier (Canada)

maintenant à un rythme inquiétant dans pratiquement tous les coins de la planète, avec des conséquences potentiellement catastrophiques pour l'humanité. La gravité de cette menace est tout aussi importante que notre volonté collective de relever ce défi. Devant le nombre croissant des morts et le caractère véritablement mondial du phénomène du Sida, il faut de toute urgence soutenir et coordonner les efforts internationaux, et les Etats Membres des Nations Unies doivent se consacrer à cette tâche.

Le Canada connaît bien les conséquences tragiques de cette affreuse maladie. En effet, le Canada a un des taux les plus élevés d'infections par le Sida dans le monde. Les premiers cas de Sida ont été annoncés dans mon pays en 1982. Au début de ce mois, on a diagnostiqué 2 030 cas de Sida et plus de 1 100 personnes sont mortes du Sida. D'ici à la fin de 1991, le nombre de cas pourrait atteindre 6 700. Malgré notre population relativement faible, on estime qu'entre 50 000 et 100 000 Canadiens sont maintenant porteurs du virus (HIV) qui provoque le Sida - beaucoup ne le sachant pas. Dans le monde entier, l'OMS annonce qu'il y a environ 117 000 cas de Sida et estime que le nombre de personnes qui ont déjà été exposées au virus se chiffre en millions. Ces chiffres ne peuvent indiquer la véritable étendue des souffrances humaines causées par le Sida mais ils indiquent l'ampleur que prendra la désintégration humaine, sociale et économique dans nos sociétés si on ne réussit pas à enrayer cette pandémie.

Pour sa part, le Canada ne s'est pas dérobé à la nécessité de contrer la menace du Sida. Entre 1982 et 1986, le Gouvernement canadien a dépensé 2,6 millions de dollars pour la recherche sur le Sida. En mai 1986, le Ministre canadien de la santé et du bien-être a lancé un programme quinquennal d'un montant de 39 millions de dollars pour lutter contre le Sida. En juin dernier, le Ministre a annoncé l'intention du Gouvernement canadien de dépenser un montant additionnel de 129 millions de dollars au cours des cinq prochaines années, ce qui, jusqu'en 1993, portera notre contribution financière totale à la lutte contre le Sida à 168 millions.

La recherche canadienne s'est concentrée sur les techniques de diagnostic et de dépistage, la mise au point de vaccins efficaces, les études en vue de déterminer l'étendue et la progression de l'infection du Sida, les études immunologiques des victimes du Sida et les études sociales et économiques des comportements relativement aux effets du Sida. Dans le cadre de notre programme national de lutte contre le Sida, nous avons récemment créé un centre fédéral de

M. Fortier (Canada)

lutte contre le Sida, qui met à contribution toutes les institutions fédérales pour réunir toutes les connaissances scientifiques et médicales relatives au Sida. Le centre accomplit également une fonction de coordination pour garantir une démarche intégrée et unie des politiques fédérales et provinciales relatives au Sida, étant donné que les gouvernements provinciaux du Canada assument la responsabilité première pour les programmes de santé et d'éducation.

Le Canada reconnaît que malgré tous les efforts déployés, le vaccin est loin d'être découvert. L'aspect le plus inquiétant de la pandémie du Sida, c'est peut-être que nous ne connaissons pas encore l'exacte ampleur de la maladie. Compte tenu du taux de croissance exponentielle des cas de Sida connus, nous devons tous reconnaître que cette maladie risque de déchirer le tissu économique et social de notre pays, d'autant plus que le virus s'attaque directement aux membres économiquement les plus productifs de notre société. En outre, au fur et à mesure que s'accroît le nombre de victimes du Sida, le coût du traitement s'accroît également, ce qui impose des fardeaux économiques et des contraintes croissantes à des budgets médicaux déjà limités. Dans notre lutte contre la propagation de cette terrible maladie, nous ne devons pas perdre de vue les autres problèmes médicaux sérieux qui continuent de nécessiter des ressources appropriées.

Nous devons également nous assurer que nous réagissons à la crise du Sida par la raison et la compassion et non par la peur et les préjugés. Il faut déployer tous les efforts pour fournir des données factuelles sur le Sida afin d'éviter de susciter une peur, une panique sans fondement. Il est également essentiel de fournir une information précise à nos citoyens pour qu'ils disposent des connaissances voulues pour minimiser les risques d'infection. En l'absence d'un traitement ou d'un vaccin, il est clair que les programmes d'éducation efficaces du public demeureront notre meilleure ligne de défense contre la propagation du Sida dans un avenir prévisible.

M. Fortier (Canada)

Le message que je tiens par-dessus tout à communiquer aujourd'hui au nom de la délégation du Canada, c'est que l'Organisation mondiale de la santé et son programme mondial sur le Sida doivent demeurer le point central des efforts de la communauté internationale contre le Sida. Le temps ne travaille pas pour nous dans cette lutte, et nous ne pouvons nous permettre de disperser nos efforts et dissiper les énergies que nous pouvons occuper de façon collective à travers des programmes nationaux concurrentiels. Notre engagement en faveur d'une campagne mondiale concertée pour éliminer de la face de la terre le fléau du Sida est reflété dans la décision d'organiser en juin 1989 à Montréal la cinquième Conférence internationale sur le Sida, ainsi que dans l'appui financier en cours à l'OMS et au Programme mondial sur le Sida. Le Canada a contribué de façon très importante au programme mondial, en fournissant quelque 16 millions de dollars aux programmes et initiatives scientifiques sur le plan international pour lutter contre le Sida ces deux dernières années. Cela explique notre décision de nous porter coauteurs du projet de résolution sur le Sida à la présente session, et nous demandons instamment aux autres délégations d'appuyer aussi ce projet. Nous espérons fermement que le projet de résolution sera adopté par consensus, continuant ainsi d'édifier sur l'élan politique lancé ici même.

Les perspectives aujourd'hui peuvent sembler peu encourageantes; nous sommes néanmoins convaincus qu'avec la volonté d'engagement collective de la communauté internationale, nous pourrions finir par terrasser la pandémie du Sida. Nous, Canadiens, avons la plus grande confiance dans la capacité du système des Nations Unies de régler des problèmes mondiaux lorsque les Etats Membres démontrent la volonté d'agir ensemble. Lorsqu'il s'agit de la lutte globale contre le Sida, nous croyons que la réponse coordonnée de la communauté internationale, dirigée par l'OMS, représente le dernier et meilleur espoir de l'humanité.

Mlle WILLBERG (Nouvelle-Zélande) (interprétation de l'anglais) : Il y a eu un an hier, cette assemblée a adopté par consensus la résolution 42/8, intitulée "Action préventive et lutte contre le Syndrome immuno-déficitaire acquis", ou le Sida, comme on l'appelle maintenant. Ce faisant, les Membres de l'Organisation reconnaissaient la gravité de la menace que la pandémie du Sida posait à tous les peuples du monde. Nous avons également pris l'engagement de travailler ensemble pour lutter contre ce fléau et rechercher les moyens de l'éradiquer. Cet

Mlle Willberg (Nouvelle-Zélande)

engagement entre dans la plus belle des traditions des Nations Unies. Je suis heureuse et honorée de pouvoir dire que mon pays entend poursuivre son soutien à ce travail vital.

Les 12 derniers mois n'ont pas été marqués par des progrès importants dans la recherche d'un traitement au Sida. Nous savons tous trop bien qu'une telle possibilité se présentera dans un avenir assez lointain. Cependant, une plus grande compréhension de la part de l'opinion publique de la nature de cette pandémie s'est manifestée cette année. Il n'est plus si courant d'entendre des préjugés exagérés et de fausses opinions au sujet du Sida, comme cela était encore le cas il y a un an environ. Mais il reste encore beaucoup à faire. Les mythes et les préjugés subsistent. Comprendre la cause du Sida est la meilleure méthode connue d'en empêcher la propagation. Nous sommes encouragés par le travail d'éducation publique qui est entrepris dans ce domaine à tous les niveaux et dans toutes les régions du monde.

En Nouvelle-Zélande, des efforts considérables sont en cours pour mettre en place une stratégie globale nationale de prévention et de gestion de l'infection par le virus HIV et du Sida. Ces initiatives comprennent des tests de dépistage des donneurs de sang, l'appui aux programmes d'éducation et de prévention du Sida destinés à certains groupes précis de la communauté et un programme d'échanges d'aiguilles et de seringues.

La Nouvelle-Zélande a été heureuse de coparrainer le projet de résolution présenté aujourd'hui à cette assemblée. Nous y voyons là un moyen important d'entretenir l'élan de la lutte contre le Sida dans le monde. Nous croyons que cela représente un bilan équilibré des responsabilités respectives de la communauté internationale et des Etats Membres. Ce qui est particulièrement important, c'est que l'on y reconnaît le rôle moteur de l'Organisation mondiale de la santé. A cet égard, il est tout à fait opportun qu'à la présente session de l'Assemblée, nous honorions le quarantième anniversaire de la fondation de l'Organisation mondiale de la santé. Son bilan au cours de cette période dans la promotion de la santé pour tous est l'un des plus beaux hommages que l'on puisse rendre à l'Organisation dont elle fait partie. Les responsabilités de l'OMS sont nombreuses et variées. Aujourd'hui, nous insistons sur la pandémie du Sida. Il est important de se souvenir, dans les occasions comme celle-ci, des autres grandes menaces pour la santé et les souffrances qu'elles causent à des millions d'hommes, de femmes et,

Mlle Willberg (Nouvelle-Zélande)

surtout, d'enfants. Nous devons saisir cette occasion pour renouveler notre détermination d'oeuvrer à la réalisation de l'objectif de l'Organisation mondiale de la santé : la réalisation pour tous les peuples du plus haut niveau de santé possible.

M. KRYZHANOSKY (République socialiste soviétique d'Ukraine)

(interprétation du russe) : J'ai l'honneur d'intervenir au nom des délégations de la République socialiste soviétique de Biélorussie, de la République populaire de Bulgarie, de la République populaire de Hongrie, de la République démocratique allemande, de la République populaire de Mongolie, de la République populaire de Pologne, de la République socialiste de Roumanie, de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, de la République socialiste de Tchécoslovaquie et de la République socialiste soviétique d'Ukraine.

Le quarantième anniversaire de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), que nous célébrons aujourd'hui, représente une excellente occasion de revoir à nouveau ses activités dont le but est de garantir et d'améliorer la santé et la vie de l'homme. En tant qu'institution spécialisée des Nations Unies, l'OMS a apporté au cours de ses 40 années d'existence une contribution de poids dans le développement et l'intensification de la coopération internationale dans le domaine de la santé publique et des sciences médicales, dans la formation de personnel, l'élaboration de nouveaux médicaments, la lutte contre toutes les maladies et contre les épidémies de nouvelles maladies et dans le domaine des vaccins. Le bilan de l'OMS montre que les efforts conjoints des Etats Membres visant à résoudre des problèmes de santé à différents niveaux permettent de parvenir à des résultats concrets. C'est précisément grâce à la coopération internationale que l'on a pu vaincre la variole, qui avait coûté la vie à des millions de personnes. Aujourd'hui, nous sommes témoins de la rapidité avec laquelle, sous l'égide de l'OMS, ont été concentrés les efforts des pays du monde dans la lutte contre ce nouveau danger terrible qui menace l'humanité : le Sida.

M. Kryzhanosky (RSS d'Ukraine)

Les nobles tâches et buts que l'Organisation s'est fixés dans le cadre de l'objectif de la santé pour tous d'ici à l'an 2000 ont été définis et renforcés dans les programmes pertinents de l'OMS et dans la Déclaration d'Alma Ata, dont nous célébrons ces jours-ci le dixième anniversaire en même temps que le quarantième anniversaire de l'OMS. Nous sommes fermement convaincus que ces objectifs ne peuvent être atteints que moyennant l'existence des conditions de paix et de sécurité internationales, l'intensification du processus de désarmement et la garantie d'un développement économique et social équitable de tous les pays.

Les pays socialistes, au nom desquels j'interviens, ont toujours accordé et continuent d'accorder une grande importance aux activités de l'OMS en ce qui concerne l'instauration d'une vaste coopération internationale et ils participent activement et de diverses façons à ses travaux. Nous continuerons de participer aux efforts déployés par l'OMS pour trouver une solution aux problèmes de santé actuels de l'humanité et de l'aider à s'acquitter efficacement de sa mission à l'avenir.

M. DING Yuanhong (Chine) (interprétation du chinois) : La présente séance de l'Assemblée est spécialement destinée à célébrer le quarantième anniversaire de l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Qu'il me soit permis, au nom du Gouvernement chinois, d'adresser à cette dernière mes plus chaleureuses félicitations.

Je note la présence dans cette salle du docteur Hiroshi Nakajima, le nouveau Directeur général de l'OMS. Nous connaissons le docteur Nakajima depuis qu'il était directeur régional de la zone occidentale du Pacifique desservie par l'OMS. Qu'il me soit permis de le féliciter chaleureusement de son accession au poste important de Directeur général de l'OMS et d'espérer que, sous sa direction, l'OMS parviendra à régler certains des formidables problèmes de santé auxquels le monde se trouve actuellement confronté.

Tout au long des 40 dernières années, l'OMS a contribué de façon importante à la direction et à la coordination des efforts de santé déployés à l'échelle internationale, à l'amélioration de la santé dans tous les pays, à la promotion de la prévention et du traitement de tous les types de maladies qui menacent l'humanité et à l'amélioration des normes de santé de la société humaine, tous domaines dans lesquels elle est parvenue à des résultats universellement reconnus.

L'adoption de l'objectif stratégique de la santé pour tous d'ici à l'an 2000 lors de la trentième session de la Conférence générale de l'OMS a constitué une

M. Ding Yuanhong (Chine)

décision politique majeure pour ce qui est des activités de santé entreprises à l'échelle mondiale, décision qui s'est répercutée sur le monde entier et a considérablement stimulé les activités entreprises par nombreux pays du monde dans le domaine de la santé. En 1980, l'OMS a déclaré solennellement que la variole avait été éliminée de la surface de la terre, laissant ainsi entrevoir d'excellentes perspectives pour l'élimination des maladies contagieuses. A sa quarante et unième session, cette année, la Conférence générale de l'OMS a adopté un projet de résolution sur l'élimination de l'ostéomyélite de la surface de la terre d'ici à l'an 2000. Comme dans le cas de la variole, l'élimination de l'ostéomyélite représentera un événement capital dans l'histoire de la santé mondiale.

La coopération entre le Gouvernement chinois et l'OMS a été couronnée de succès et s'est avérée fructueuse. Depuis 10 ans environ, l'OMS a envoyé des experts en Chine à plus de 200 reprises pour y donner des conférences ou participer à des séminaires. Elle a créé des centres de coopération dans 53 services de recherche médicale, fournissant un appui substantiel en technologie et en ressources et encourageant les échanges de technologie entre la Chine et les autres Etats membres de l'OMS. Elle a joué un rôle positif en aidant au développement de la médecine et des services de santé en Chine. Nous espérons que ces excellentes relations de coopération se maintiendront et s'élargiront à l'avenir.

Comme chacun le sait, la Chine est un pays en développement doté d'un vaste territoire et d'une nombreuse population. Depuis sa création, la République populaire de Chine a fait reposer sa politique de santé sur le principe "prévention d'abord"; a accordé beaucoup d'importance au développement, au niveau communautaire, des activités sanitaires dans les zones urbaines et rurales, et s'est attaquée au problème de la prévention et du traitement des maladies d'une manière planifiée, ce qui lui a permis d'enregistrer d'importants résultats en matière de santé. Dans l'ensemble, cependant, les activités médicales et sanitaires entreprises en Chine n'ont pas permis de répondre aux besoins croissants de la population. Face à une telle situation, il est permis de se demander si la Chine sera en mesure d'exécuter ses plans en matière de santé. Comment pourra-t-elle parvenir à l'objectif de la santé pour tous d'ici à l'an 2000? Pour pouvoir répondre à ces questions, il nous faut trouver une meilleure stratégie et une meilleure approche au problème en procédant à des profondes réformes dans le domaine de la santé publique.

M. Ding Yuanhong (Chine)

Ces dernières années, l'OMS a pris des mesures énergiques pour enrayer la progression rapide du Sida à travers le monde, de façon à préserver le bien-être de l'humanité. Elle a élaboré un plan mondial concernant le Sida, en mettant particulièrement l'accent sur l'appui et le renforcement de l'échange d'informations ainsi que sur la coopération internationale. Ces mesures positives se sont avérées très utiles pour les efforts déployés par la Chine et d'autres pays en matière de prévention et de lutte contre le Sida. L'OMS a déjà aidé la Chine à élaborer un plan à court terme de lutte contre le Sida. Des plans à moyen et à long terme sont actuellement à l'examen.

A en juger par la présente situation, la Chine est au nombre des pays dont le pourcentage de séropositifs est très faible. Toutefois, l'accroissement des échanges internationaux et le développement du tourisme pourraient bien avoir pour effet d'introduire le Sida en Chine et même de s'y répandre. Le Gouvernement chinois a déjà élaboré un "plan d'Etat pour la prévention du Sida", qui est en cours d'application. La stratégie chinoise en matière de prévention du Sida met l'accent sur la publicité, l'éducation et l'échange d'informations, le but étant de faire prendre conscience au public de la nécessité de se protéger, de pouvoir surveiller plus efficacement l'évolution de la maladie et d'encourager les efforts déployés pour réduire le nombre des sidéens et des décès dus à cette maladie.

Pour terminer, nous aimerions saisir cette occasion pour exprimer notre sincère gratitude à l'OMS pour les divers appuis et la coopération technique qu'elle accorde au Gouvernement chinois.

M. MORAGA (Chili) (interprétation de l'espagnol) : Lorsque l'on examine dans certains milieux les travaux de l'Organisation des Nations Unies, on conclut généralement que la pleine réalisation des objectifs de coexistence et d'entente pour l'humanité que l'Organisation s'est fixés depuis sa création se heurte à de nombreux obstacles.

Mais lorsque nous sommes confrontés au travail immense et aux réalisations utiles d'une institution telle que l'Organisation mondiale de la santé, nous comprenons alors que son existence justifie à elle seule le fonctionnement de toute l'Organisation. L'Organisation mondiale de la santé a apporté des contributions et des avantages si nombreux et si importants en aidant l'espèce humaine dans la prévention, la détection et le traitement des maladies qui ont affecté tant de membres de la population humaine dans différentes parties du monde qu'il n'est pas facile d'en mesurer toute l'importance.

La République chilienne, conformément aux principes internationalement consacrés qui donnent à la santé une priorité élevée, a organisé son activité au niveau gouvernemental dans ce domaine sur deux plans fondamentaux. Le premier est le domaine du développement et de la protection de la santé qui, grâce aux programmes gratuits tendant à prévenir les maladies et à des contrôles périodiques, s'adressent surtout à la population infantile et aux femmes enceintes; on a également mis en place des programmes de vaccination contre certains types de maladies, et d'éducation sanitaire et nutritionnelle.

Il existe un deuxième domaine, celui du recouvrement de la santé, qui comprend tous les soins donnés aux patients dans les hôpitaux et les maternités, y compris des soins médicaux de grande complexité technique; ces soins sont gratuits lorsqu'il s'agit de personnes à faibles revenus qui ne bénéficient d'aucune couverture médicale privée ou publique.

A cet égard, le Gouvernement chilien a modernisé la structure de la santé dans ses aspects importants en confiant au Ministère de la santé les pouvoirs de surveillance de ce système, en décentralisant le système de soins à la population, en créant en outre le fonds national de la santé, étendant ainsi les soins primaires à plus de 2 500 cliniques et centres de soins dans tout le pays.

En ce qui concerne la santé des enfants, dès 1975, un système de surveillance du niveau nutritionnel des enfants jusqu'à l'âge de six ans a été mis en place.

M. Moraga (Chili)

Un programme national d'alimentation complémentaire qui prévoit des contrôles de la santé et la fourniture d'aliments aux femmes enceintes et aux enfants de moins de six ans a été également mis au point et renforcé. De même, dans le domaine de la santé de base, on a procédé à des investissements importants dans des systèmes d'eau potable et d'égouts, modifiant la situation qui existait précédemment. Ainsi, en 1985, le réseau d'eau potable desservait 94,5 % de la population urbaine contre 66,5 % en 1970. De même, le réseau des égouts, qui desservait 31 % de la population en 1970 en desservait 74,5 % en 1985.

La mortalité infantile chez les enfants de moins d'un an, considérée comme le principal indicateur de développement social, est tombé de 65,8 pour 1000 enfants nés vivants en 1973 à 19,4 pour 1000 en 1986, ce qui place le Chili à un niveau très élevé.

Le taux de malnutrition des enfants de moins de six ans était en 1975 de 15.5 % et il est tombé à 9.1 % en 1986.

Ces chiffres, ainsi que beaucoup d'autres qui prendraient trop de temps à énumérer, montrent l'intérêt et l'attention constants que portent à ces questions le Gouvernement chilien, conformément aux objectifs fondamentaux que poursuit l'Organisation dont nous célébrons aujourd'hui le quarantième anniversaire.

Pour nous, la santé fait partie de l'exercice des droits fondamentaux de l'homme, tant individuellement que collectivement.

Le souci d'assurer le bien-être de l'humanité que recherche l'Organisation mondiale de la santé et qu'elle poursuit diligemment et avec un grand dévouement justifie l'hommage que notre délégation lui rend aujourd'hui, au nom du Gouvernement et du peuple chiliens.

Avant de conclure mon intervention, je voudrais me permettre une brève observation. Ces derniers jours, nous avons suivi avec une vive attention, grâce aux médias, les efforts louables et remarquables déployés par la collectivité pour chercher à sauver la vie de trois mammifères, trois baleines qui étaient prises au piège dans les glaces. Nous souhaitons très sincèrement et très vivement que des efforts aussi grands, voire plus grands, et là aussi concertés, seront consentis pour le bien de l'espèce humaine. Nous pourrions ainsi atteindre les objectifs vitaux de l'Organisation mondiale de la santé.

M. LEMERLE (France) : Monsieur l'Ambassadeur de Grèce, parlant au nom des Etats membres de la Communauté économique européenne, vous a exposé nos vues et nos intentions communes. Je prends la parole pour appuyer tout ce qu'il a dit et y ajouter quelques mots que suggèrent l'expérience et les projets de la France.

Il y a près d'un an, le représentant de mon pays se félicitait, dans son intervention devant l'Assemblée générale, du fait que, pour la première fois, ait été inscrit à l'ordre du jour un point consacré au Sida. Nous pouvons aujourd'hui mesurer le chemin parcouru dans la prise de conscience désormais universelle des dangers que fait courir le Sida à la santé de chacun et au développement de tous.

Je vois en premier lieu un témoignage de notre volonté collective dans la participation à nos débats du docteur Nakajima, récemment élu à la tête de l'Organisation mondiale de la santé. Qu'il me soit permis de saluer sa présence et de l'assurer que nous sommes convaincus que, sous sa conduite, l'OMS saura répondre aux défis qui lui sont aujourd'hui lancés. Mon pays est en tout cas plus que jamais décidé à l'assurer de son soutien. Nous n'oublions pas que cette année marque le quarantième anniversaire de l'Organisation mondiale de la santé et nous tenons à rendre hommage au combat inlassable de cette organisation et notamment à l'action remarquable qui a été menée à sa tête par le docteur Mahler. Les défis que l'OMS a déjà relevés, tels que l'éradication de la variole, nous permettent d'espérer que d'autres le seront.

Force est toutefois de constater qu'en dépit de l'extrême rapidité des progrès scientifiques, l'épidémie de Sida continue de s'étendre sans que nous disposions de nouveaux moyens pour la combattre. C'est ce que le Ministre français des affaires étrangères rappelait en ouvrant, en octobre 1987 à Paris, un symposium international de réflexion sur le Sida. Il rappelait alors la complexité des problèmes posés en soulignant que :

"La situation créée sur le plan international par la progression du Sida déborde les limites de la recherche scientifique" et que "les problèmes auxquels nous sommes tous confrontés appellent plus que jamais une réflexion internationale pour dégager un consensus sur l'équilibre des mesures à prendre en matière de coopération, d'éducation, de déontologie, de législation et de ressources économiques."

M. Lemerle (France)

Ce consensus, c'est en particulier ici, aux Nations Unies, que nous y travaillons tous ensemble. Je ne reviendrai pas sur la complexité et la diversité des problèmes posés par le Sida, plusieurs orateurs s'y sont attachés et notre réflexion se poursuit. Je voudrais seulement, avant de préciser sous quelle forme nous entendons appuyer l'action internationale menée dans ce domaine, rappeler brièvement comment la France envisage pour sa part la lutte à mener.

Dans quelques semaines, un nouveau programme d'action sera lancé dans mon pays pour renforcer le dispositif de lutte, afin que nos équipes répondent plus efficacement aux besoins nationaux et internationaux. Le souci d'efficacité, de coopération et de respect des droits de chacun demeure notre intérêt.

Efficacité : l'évaluation des résultats obtenus, faite au fur et à mesure, doit permettre d'étendre ou de réorienter nos programmes et de les adapter rapidement et efficacement aux besoins décelés. La mobilisation de la communauté scientifique, dans le secteur public comme dans le secteur industriel, doit permettre la création de nouvelles équipes et la reconversion de chercheurs vers de nouvelles orientations.

Coopération : dans le domaine de la recherche fondamentale, nous sommes fermement attachés au principe d'une coopération constante avec différentes équipes dans le monde. Nous soutenons la volonté de l'Organisation mondiale de la santé d'intensifier l'effort de recherche, que ce soit en virologie, immunologie, diagnostique ou thérapeutique.

Respect des droits : outre l'exigence de la qualité de l'information diffusée, nous entendons, dans l'élaboration des programmes de prévention et d'éducation pour la santé, veiller à l'éthique de nos interventions à tous les stades. Nous sommes notamment très attachés au respect de la dignité du malade et à la protection des libertés individuelles. Le dépistage doit être volontaire et anonyme. Les sujets séropositifs et les malades ne doivent être exclus de rien, nulle part. Le Sida, comme toute maladie, doit être combattue dans le strict respect de la déontologie médicale et en préservant soigneusement la relation unique qui unit le malade à son médecin. En élaborant ces stratégies d'information et d'éducation du public de manière qu'elles soient efficaces et socialement acceptables, nous devons constamment penser au respect de chacun.

Pour ce qui est maintenant de la coopération internationale, je fais une remarque liminaire; il est bien clair que le soin apporté à lutter contre le Sida ne saurait détourner l'attention des gouvernements des autres priorités de la santé

M. Lemerle (France)

publique. Bien plus, nous pouvons affirmer que l'énergie concentrée dans cette lutte devrait permettre d'améliorer et d'accélérer de façon importante le développement des systèmes de santé. La France, en tout cas, tient à bien marquer ici qu'elle s'attache, dans le cadre de sa coopération internationale, à continuer de répondre aux autres problèmes sanitaires comme la lutte contre les grandes endémies. Nous ne saurions en effet oublier que des dizaines de milliers d'hommes, de femmes et d'enfants meurent chaque année de maladies pour lesquelles il existe pourtant des remèdes parfaitement connus et efficaces.

Cette observation liminaire faite, je tiens à souligner l'importance que mon pays attache à l'effort entrepris contre le Sida par la Communauté économique européenne. Le représentant de la présidence des Douze en a développé devant vous les grandes lignes et je n'y reviens pas.

Au niveau européen mais dans un cadre différent, je dois rappeler de quel poids est à nos yeux l'action dans ce domaine du Conseil de l'Europe. Dès 1983, l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe a adopté une recommandation sur le Sida destinée à condamner les discriminations auxquelles avait déjà donné lieu cette maladie. Le Conseil de l'Europe s'est ensuite engagé dans une action globale qui a abouti à l'adoption, il y a un an, sous la forme d'une recommandation du Comité des Ministres, d'un programme européen, destiné à promouvoir une politique de santé publique qui a grandement contribué à nous aider à surmonter nos propres incertitudes.

Quant à l'Organisation mondiale de la santé, nous voulons redire notre soutien très ferme et très complet au programme mondial. Que signifie concrètement cette adhésion?

Tout d'abord, notre contribution financière au programme sera en augmentation de 50 % pour 1989, ce qui, avec le coût de l'expert fourni par la France, portera notre effort global à 1 million de dollars.

Nous souhaitons, en second lieu, continuer d'apporter notre soutien au texte sur la non-discrimination à l'égard des personnes infectées par le virus et à l'égard des malades du Sida. Je songe notamment à la résolution adoptée lors de la 41ème Assemblée mondiale de la santé.

Enfin, nous envisageons d'apporter un soutien matériel accru à la réalisation des programmes nationaux et une participation active aux exercices d'évaluation nationaux. A cet égard, mon gouvernement a la volonté d'envoyer, dans les pays qui demanderont son concours, des épidémiologistes, des éducateurs, des anthropologues,

M. Lemerle (France)

des administrateurs pour aider à réaliser des actions concrètes dans le domaine de l'évaluation, de la formation, de la prévention et de l'éducation pour la santé. La France souhaite vivement diversifier ses propres capacités pour améliorer la qualité de ses interventions à l'extérieur.

Pour conclure, je rappelle l'importance décisive d'une coordination sans faille. Sur le plan local, la coordination nécessaire entre les organisations non gouvernementales, l'aide bilatérale, l'aide multilatérale est souvent délicate à mettre en oeuvre. Une fois encore, l'effort fait par l'OMS et par l'ONU pour coordonner, pour mobiliser les moyens, pour mobiliser les compétences, ne peut qu'être salué, tout particulièrement cette année où nous devons mettre l'accent sur l'information et la coopération sur le Sida. Je formule le souhait que cet effort se développe encore.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : L'Assemblée va maintenant prendre une décision sur le projet de résolution dont la Deuxième Commission recommande l'adoption au paragraphe 6 de son rapport (A/43/750/Add.1)

Puis-je conclure que l'Assemblée adopte le projet de résolution?

Le projet de résolution est adopté (résolution 43/15).

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je voudrais annoncer qu'un message de félicitations à l'occasion du quarantième anniversaire de l'Organisation mondiale de la santé, adressé au Président de l'Assemblée générale, a été envoyé par le Ministre des affaires étrangères de la République populaire mongole.

POINT 14 DE L'ORDRE DU JOUR

RAPPORT DE L'AGENCE INTERNATIONALE DE L'ENERGIE ATOMIQUE

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je voudrais proposer que la liste des orateurs pour le débat sur le point 14 soit close aujourd'hui à 16 heures. Je prie les représentants qui souhaitent participer au débat de se faire inscrire sur la liste des orateurs le plus tôt possible.

S'il n'y a pas d'objection, je considérerai que l'Assemblée approuve cette proposition.

Il en est ainsi décidé.

La séance est levée à 13 h 30.

